



**Instruments internationaux
relatifs aux droits de l'homme**

Distr. générale
24 avril 2019
Français
Original : espagnol

**Document de base faisant partie intégrante
des rapports présentés par les États parties**

Espagne^{*, **}

[Date de réception : 18 février 2019]

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

** Les annexes au présent rapport sont distribuées uniquement dans la langue de l'original.

GE.19-06755 (F) 290819 130919



* 1 9 0 6 7 5 5 *

Merci de recycler



I. Renseignements d'ordre général

A. Caractéristiques démographiques, économiques, sociales et culturelles

1. Caractéristiques démographiques

1. La majeure partie du territoire de l'Espagne constitue, avec le Portugal et Andorre, l'unité géographique de la péninsule ibérique, située à l'extrême sud-ouest de l'Europe. L'Espagne comprend aussi un ensemble de territoires insulaires (archipels des Canaries et des Baléares et d'autres îles plus petites) et les localités de Ceuta et de Melilla, situées au nord du continent africain. Avec une superficie totale de 506 030 km², le pays est l'un des 50 pays les plus grands au monde. Les territoires péninsulaires couvrent 493 514 km²; la superficie des Baléares est de 4 992 km², celle des Canaries, de 7 492 km² et celle des villes de Ceuta et de Melilla, de 32 km².

2. Au 1^{er} janvier 2018, l'Espagne comptait 46 658 447 habitants. Entre début 2001 et début 2009, la population espagnole augmenté à un rythme de 700 000 habitants par an, ce qui est en grande partie dû à l'augmentation du nombre d'étrangers. Début 2009, l'Espagne comptait 5 386 659 habitants étrangers. Pendant les trois années qui ont suivi, la population totale a augmenté d'environ 200 000 habitants par an, alors que la population étrangère a diminué de 150 000 personnes. Pendant les quatre années suivantes (2013 à 2016) la population totale a diminué de 378 000 habitants, en partie parce que le nombre d'étrangers a baissé du fait de la procédure de naturalisation, qui en fait des citoyens espagnols comptabilisés comme tels, mais aussi du phénomène de retour dans les pays d'origine.

3. En 2017, la population étrangère a augmenté de plus de 130 000 personnes, principalement dans les communautés vénézuélienne et colombienne qui ont chacune enregistré une augmentation de plus de 20 000 personnes. Les plus fortes diminutions concernent les étrangers originaires de Roumanie et du Royaume-Uni (environ 8 000 personnes). L'Espagne compte 1 930 904 ressortissants des 27 pays membres l'Union européenne, venus principalement de Roumanie (673 592), du Royaume-Uni (284 987) et d'Italie (221 368). Les étrangers originaires de pays non-membres de l'Union européenne sont majoritairement marocains (682 022), chinois (183 491) et colombiens (159 563).

4. D'après les statistiques démographiques provisoires élaborées par l'Institut national de la statistique (INE), le nombre d'étrangers résidant en Espagne a augmenté de 100 764 au premier semestre 2018 pour atteindre 4 663 726 personnes au 1^{er} juillet 2018. Pendant cette période, les plus fortes augmentations ont concerné la population vénézuélienne, colombienne et marocaine (18 749, 16 794 et 10 356 personnes supplémentaires, respectivement).

5. S'agissant de la répartition par sexe, d'après les données disponibles au 1^{er} janvier 2018, la population totale compte 49,0 % d'hommes et 51,0 % de femmes. La population de nationalité espagnole compte 49,0 % d'hommes et 51,0 % de femmes. La population étrangère compte quant à elle 49,5 % d'hommes et 51,5 % de femmes. S'agissant de la répartition par tranche d'âge, dans la population totale, 15,0 % des habitants ont moins de 15 ans, 65,8 % ont entre 16 et 64 ans et 19,2 % ont 65 ans ou plus. Ces chiffres sont de 14,9 %, 64,7 % et 20,4 %, respectivement, pour la population de nationalité espagnole, contre 15,0 %, 76,6 % et 8,4 % pour la population étrangère.

2. Caractéristiques économiques

6. Ces dernières décennies, l'Espagne a connu une transformation économique sans précédent, qui a modifié non seulement la structure de la production, mais aussi le rôle joué par la politique économique. Abandonnant le système hérité de l'autarcie rigoureuse qui a prévalu jusque dans les années 1960, caractérisé par un degré élevé d'interventionnisme et une faible ouverture sur l'extérieur, le pays est devenu membre de l'Union économique et monétaire et a accédé au stade le plus avancé d'intégration économique qu'il ait connu à ce jour.

7. En adhérant à la Communauté économique européenne (CEE) en 1986, l'Espagne a été amenée à ouvrir et à libéraliser ses marchés des biens, des services et des facteurs de production pour les rendre plus efficaces. Parallèlement, elle a engagé une vaste réforme structurelle afin d'accélérer la modernisation de son économie, améliorant le fonctionnement de ses secteurs d'activité et facilitant leur intégration dans les marchés européens, puis mondiaux.

8. Après l'ouverture amorcée avec le plan de stabilisation en 1959, la signature des Pactes de la Moncloa par le gouvernement d'Adolfo Suárez et les partenaires sociaux en 1977 a marqué le début de ces changements, qui s'inscrivaient dans une stratégie globale visant à moderniser l'économie espagnole et à sortir le pays de la crise pétrolière. Cependant, dans un contexte de croissance faible et d'inflation élevée, les nouvelles tensions exercées par les cours du pétrole brut sur les économies occidentales ont cependant sérieusement compromis la capacité du pays de relancer son économie au moyen de nouvelles réformes. De 1986 à 1989, grâce à une demande intérieure très dynamique, tant au niveau de l'investissement que de la consommation, le taux de croissance a avoisiné 5 % (avec un taux moyen annuel de 4,7 %, soit près de 20 % pour l'ensemble de la période), ce qui a permis d'accroître sensiblement le volume de l'emploi, tout en contribuant à consolider les comptes publics. Néanmoins, la vigueur de la demande intérieure a aussi été à l'origine d'un creusement du déficit extérieur et de l'apparition des premières pressions inflationnistes.

9. En 1993, l'Espagne est entrée dans une période de crise économique profonde, caractérisée par une forte hausse du chômage (environ 25 %), une inflation galopante et un creusement du déficit des comptes publics, qui l'empêcherait de rattraper rapidement les niveaux de revenu de ses partenaires européens. Composée de 11 pays membres, l'Union monétaire européenne a finalement été mise en place le 1^{er} janvier 1999. Bien entendu, l'adoption de la monnaie unique a d'abord eu des répercussions sur l'élaboration de la politique monétaire, dont la compétence ne relevait plus de la seule Banque d'Espagne, mais était dévolue de manière irrévocable à la Banque centrale européenne (BCE).

10. L'intégration de l'Espagne dans la zone euro a été suivie de deux grandes périodes. Dans un premier temps, l'économie espagnole a bénéficié du climat de confiance créé par l'euro, qui a favorisé la consommation intérieure et l'investissement. La forte chute des taux d'intérêt résultant du processus de convergence et de la politique monétaire procyclique de la BCE a été à l'origine d'un considérable essor du crédit. Cette période est marquée par un remarquable dynamisme de la demande intérieure et un important développement du secteur immobilier. Pendant cette première période, l'économie espagnole a affiché des taux de croissance élevés et a créé des emplois à un rythme soutenu, atteignant un taux moyen de 8,23 % en 2007.

11. À la suite de la crise financière internationale qui a éclaté en 2008, la liquidité des marchés financiers internationaux s'est considérablement dégradée. Ces marchés étant les principales sources de financement des banques et caisses d'épargne espagnoles, cela s'est traduit par un brutal coup de frein à l'octroi de crédits. Le secteur de la construction a été particulièrement touché. Comme il s'agit d'un secteur intensif en main-d'œuvre, cela a eu pour effet d'amorcer un important processus de destruction d'emploi. Pendant la période 2008-2011, le déficit budgétaire s'est creusé, alourdissant la dette publique. En conséquence, la crise financière et la crise du secteur de la construction s'est étendue au secteur public, malgré la réforme fiscale et la réforme du marché du travail menées en 2010. Devant la dégradation de la situation, le gouvernement espagnol a sollicité l'aide financière de Bruxelles pour accélérer la restructuration du secteur bancaire et a entamé un processus drastique de consolidation budgétaire, aussi bien en ce qui concerne les dépenses que les recettes. Le marché du travail a également été réformé et assoupli dans le but de ralentir la destruction d'emploi et de gagner en compétitivité.

12. À partir de 2014, l'économie espagnole a repris le chemin de la croissance, avec des exportations très dynamiques. Pendant la période 2015-2018, le produit intérieur brut (PIB) réel a enregistré des taux de croissance de l'ordre de 3 % et la plupart des déséquilibres macroéconomiques liés aux flux (déficit de la balance des comptes courants, destruction d'emploi et déficit budgétaire) ont été corrigés. En 2018, la croissance économique a été de 2,5 %, le déficit budgétaire a été réduit à 2,7 % et l'emploi a enregistré une croissance de 3 %.

13. Malgré une conjoncture économique encourageante, on observe la persistance de certains déséquilibres macroéconomiques liés aux stocks, tels que le fort taux de chômage, le niveau élevé de la dette publique et une position extérieure nette très négative. En outre, la crise a accentué les inégalités sociales et territoriales en Espagne. Un ensemble de politiques économiques et de réformes structurelles ont été menées pour faire face à ces défis et établir en Espagne une croissance économique plus durable et plus inclusive.

L'économie espagnole aujourd'hui : structure par secteurs

14. Ces quarante dernières années, les différents secteurs de l'économie ont connu une profonde évolution de leur importance relative, marquée par l'essor des services, au détriment de l'agriculture et de l'industrie. Entre 1995 et 2016, la valeur ajoutée brute du secteur industriel est passée de 20,3 % à 16,20 % du PIB. Cette perte d'importance relative a été plus sensible dans le sous-secteur de la construction, qui représentait 8,8 % du PIB en 1995, a atteint 10,14 % en 2008, avant de redescendre à 5,10 % en 2016. Pendant la même période, la contribution du secteur des services au PIB a augmenté de plus de 7 points de pourcentage, passant de 59,1 % en 1995 à 67 % en 2016.

Secteur industriel

15. D'après les statistiques structurelles sur les entreprises industrielles, en 2017 le secteur industriel employait 2 137 085 personnes, apportait une valeur ajoutée de plus de 141 342 millions d'euros et représentait un investissement de 23 777 millions d'euros sous forme d'actifs matériels. Depuis 2000, la productivité industrielle n'a cessé d'augmenter, jusqu'à dépasser celle de l'économie dans son ensemble (Comptabilité nationale). En 2008, pour la première fois, cette tendance s'est inversée, sous l'effet d'une forte baisse de la valeur ajoutée brute. À partir de 2010, cependant, la productivité industrielle est redevenue supérieure à la productivité économique totale. En 2013, elle a progressé de 4,5 %, contre 2,6 % pour la productivité économique totale. Le chiffre d'affaires des entreprises du secteur industriel a atteint 582 357 millions d'euros en 2015, affichant une croissance annuelle de 1,8 %.

16. Une analyse structurelle des entreprises industrielles en fonction de leur taille montre qu'en 2017, les entreprises de plus de 250 salariés ont pourvu à 54,5 % du chiffre d'affaires, mais à seulement 34,2 % de l'emploi, au niveau sectoriel.

17. En 2017, les sous-secteurs qui ont le plus contribué au chiffre d'affaires du secteur industriel sont l'alimentation (16,4 %), la production, le transport et la distribution d'énergie électrique (11,8 %) et la fabrication de véhicules à moteur, remorques et semi-remorques (11,7 %). Du point de vue de l'emploi, les sous-secteurs qui ont occupé le plus grand nombre d'actifs sont l'alimentation (16,4 %), la fabrication de produits métalliques, hors machines et équipement (11,4 %) et la production de véhicules à moteur, remorques et semi-remorques (7,4 %).

Secteur énergétique

18. En 2017, les Espagnols ont consommé 128 084 ktep d'énergie primaire, provenant de sources fossiles (pétrole : 43,8 %, gaz naturel : 21,4 % et charbon : 10,5 %), de sources renouvelables (12,2 %) et de l'industrie nucléaire (11,9 %). En 2017, la consommation finale d'énergie s'est élevée à 85 516 ktep, dont 84 493 ktep utilisés à des fins énergétiques et 4 023 ktep à des fins non énergétiques.

19. En 2017, la production brute d'électricité a été de 275 611 GWh, dont 32,0 % provenant de sources d'énergie renouvelable, 21,1 % de l'énergie nucléaire, 17,5 % du charbon, 22,4 % du gaz naturel, 5,8 % de produits pétroliers et 0,3 % d'autres sources. La demande intérieure nette a été de 268 140 GWh et le solde net des importations et des exportations s'est établi à 9 171 GWh.

Secteur des services

20. Le secteur des services, en revanche, n'a cessé de prendre de l'importance, au point de représenter 66,4 % du PIB en 2017. D'après les statistiques structurelles sur les entreprises de services, en 2017, le chiffre d'affaires de ce secteur a augmenté de 6,0 % par

rapport à l'année précédente, atteignant un montant de 499 192 millions d'euros. Les activités de transport et d'entreposage contribuent pour 21,9 % à ce chiffre d'affaires, les activités professionnelles, scientifiques et techniques pour 17,7 % et les activités d'information et de communication pour 16,9 %. Le tourisme et les activités connexes occupent une place de premier plan dans ce secteur du fait de leur répercussion sur l'économie et l'emploi. En 2017, l'Espagne a accueilli environ 82 millions de touristes et s'est classée au deuxième rang mondial, aussi bien pour le nombre de personnes reçues que pour le montant des recettes générées. L'Organisation mondiale du tourisme, institution spécialisée des Nations Unies, a son siège en Espagne.

21. En 2017, le secteur des services a employé 6 239 490 personnes, soit une augmentation de 3,7 % par rapport à 2016. Les branches d'activité qui emploient le plus grand nombre d'actifs sont l'hôtellerie (23,5 %), les activités administratives et services auxiliaires (23,2 %) et les activités professionnelles, scientifiques et techniques (16,8 %).

3. Caractéristiques sociales

Monde du travail, partenaires sociaux et concertation sociale

22. Au quatrième trimestre 2018, l'Espagne comptait un total de 22 868 800 actifs, ce qui représente un taux d'activité de 58,61 %. Selon l'Enquête sur la population active, le nombre d'actifs a baissé de 0,4 % en 2017. En 2018, le taux de chômage se situait à 14,45 %. Ce taux était inférieur à 15 % dans dix communautés autonomes. Le taux d'activité des hommes et des femmes a baissé ces cinq dernières années, pour atteindre respectivement 64,45 % et 59,08 % au quatrième trimestre 2018. Le taux d'activité de la population étrangère était de 71,55 %.

23. Depuis la réforme de 2010, la législation du travail espagnole prévoit des mécanismes qui permettent aux entreprises de s'adapter à un environnement productif variable en jouant sur les paramètres d'organisation interne (journée de travail, horaires, fonctions) et de maintenir le capital humain en combinant activité partielle et embauche temporaire pour motifs légitimes et participation concertée des travailleurs. Les mécanismes de flexibilité interne sont nécessaires pour éviter de procéder à des ajustements en recourant systématiquement à des embauches temporaires. Ils doivent cependant être accompagnés de moyens d'information garantissant la consultation des travailleurs et la mise en place d'accords équilibrés et protecteurs. La situation s'est détériorée ces dernières années car certaines réformes ont permis d'imposer unilatéralement des conditions moins favorables, ce qui a contribué à la précarisation des conditions de travail et au creusement des divergences ou des fractures entre les diverses catégories de travailleurs. Le principal objectif du Gouvernement est donc de rétablir un équilibre entre protection des travailleurs et compétitivité des entreprises.

24. La Stratégie espagnole relative à la sécurité et à la santé au travail 2007-2012 a été évaluée en 2013 par la Commission nationale pour la sécurité et la santé au travail ; les mesures mises en œuvre, dépassant la centaine, ont obtenu une appréciation très positive. En 2015, le Conseil des ministres a adopté la Stratégie espagnole relative à la sécurité et à la santé au travail 2015-2020, approuvée au préalable par l'Administration générale de l'État, les communautés autonomes et les organisations patronales et syndicales. L'un des objectifs généraux de cette stratégie est de favoriser l'amélioration constante des conditions de travail, en mettant l'accent sur la prévention des maladies professionnelles et des maladies liées au travail.

25. L'augmentation du salaire minimum interprofessionnel de 22,3 % prévue pour 2019 a pour but de créer un environnement productif plus dynamique et équilibré, basé sur un modèle de participation à la croissance économique plus juste et plus inclusif, de réduire les écarts qui existent entre les diverses catégories de travailleurs et d'améliorer les conditions de départ pour les travailleurs les plus défavorisés. Les mesures adoptées dans le cadre des politiques actives et passives relatives au marché du travail contribueront, par leurs effets conjugués, à faire repartir l'emploi et à redynamiser le marché du travail.

26. Dans ce contexte, le gouvernement espagnol a adopté une réforme de fond ambitieuse, visant à freiner la destruction des emplois existants et à en créer rapidement de

nouveaux. Il convient en particulier de signaler que, dans le cadre de la migration à des fins de travail, un nouvel arrêté ministériel relatif à la gestion collective de l'embauche de travailleurs dans leur pays d'origine (*contratación en origen*) a été publié le 31 décembre 2018 au Journal officiel. Il précise les différents aspects du mécanisme d'embauche dans les pays d'origine, afin d'atteindre un double objectif. D'une part, il organise des filières de migration sûre, ordonnée et régulière, visant à atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du Pacte mondial sur les migrations. D'autre part, il contribue à répondre aux besoins des travailleurs. À cet égard, l'analyse du marché du travail, et plus précisément de certains secteurs spécifiques, a montré une tendance à l'augmentation des besoins non satisfaits.

27. En novembre 2018, 1 968 328 personnes de nationalité étrangère étaient affiliées à la sécurité sociale, ce qui représente une augmentation notable par rapport aux années les plus difficiles de la crise économique. Dans le cadre de sa politique migratoire, l'Espagne s'est généralement attachée à mettre en adéquation le nombre d'immigrés et la capacité d'absorption du marché du travail. Cela se reflète dans l'évolution du nombre de contrats de travail signés par les migrants depuis leur pays d'origine. Dans le cadre de l'embauche dans les pays d'origine, 6 248 autorisations permanentes et 39 747 autorisations saisonnières ont été délivrées en 2006. Ces chiffres ont atteint un pic en 2007, avec 5 748 autorisations permanentes et 64 716 autorisations saisonnières. À partir de 2009, les chiffres ont progressivement baissé jusqu'à 6 655 autorisations saisonnières et aucune autorisation permanente en 2012. Depuis 2012, seules sont délivrées des autorisations saisonnières, concernant uniquement le secteur agricole, avec moins de 3 000 autorisations entre 2013 et 2016. À partir de 2016, on observe une reprise de l'embauche collective dans les pays d'origine, avec 5 562 autorisations délivrées, ce nombre augmentant nettement pour atteindre 17 544 en 2017.

28. Le Secrétariat d'État chargé des migrations travaille actuellement sur un plan de retour en Espagne, qu'il espère pouvoir présenter en février 2019. Ce plan mobilise divers départements ministériels, les communautés autonomes, les collectivités locales, les universités et les partenaires sociaux en vue d'identifier les besoins en matière d'embauche, avec la collaboration des entreprises. Dans un premier temps, une analyse de la situation des Espagnols à l'étranger, de leurs besoins et de leurs attentes est en cours, pour permettre ensuite de planifier les conditions de leur éventuel retour en Espagne. Ce plan proposera une procédure de retour personnalisée, simplifiera les démarches administratives, facilitera l'intégration et la participation sociale et, surtout, donnera une meilleure visibilité aux opportunités qui existent en matière de travail et de création d'entreprises.

29. Le Gouvernement continue à miser sur les moyens d'attirer et de retenir les talents. La loi n° 14/2013 du 27 septembre 2013 relative au soutien aux entrepreneurs et à l'internationalisation des entreprises facilite l'entrée et le séjour sur le territoire espagnol de certaines catégories d'étrangers, telles que les investisseurs, les entrepreneurs, les professionnels hautement qualifiés, les chercheurs, les scientifiques et les techniciens, les professeurs qui enseignent dans des universités ou des écoles de commerce et toutes les personnes qui se rendent en Espagne dans le cadre d'une relation de travail ou de formation professionnelle avec des entreprises établies en Espagne ou dans un autre pays. En application du décret-loi royal n° 11/2018 du 31 août 2018 transposant la directive (UE) 2016/801 dans la législation espagnole, de nouvelles catégories de titres de séjour ont été créées et viennent s'ajouter à celles qui existaient déjà. On peut notamment citer les titres de séjour pour effectuer un stage, rechercher un emploi ou lancer un projet d'entreprise, destinés aux étudiants et aux chercheurs étrangers ayant suivi des études ou mené une activité de recherche en Espagne. Ces dispositions visent à rénover l'approche traditionnelle en matière d'immigration professionnelle et de sécurité pour y inclure le soutien au commerce international et à la rétention des talents, en partant du principe que la politique migratoire est un facteur de compétitivité qui contribue au développement économique et social de l'Espagne.

30. Les principaux partenaires sociaux sont la Confederación Española de Organizaciones Empresariales (CEOE) et la Confederación Española de la Pequeña y Mediana Empresa (CEPYME), pour le patronat, et la Confederación Sindical de Comisiones Obreras (CCOO) et la Unión General de Trabajadores (UGT), pour les salariés.

31. Le Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale, par l'intermédiaire du Secrétariat d'État chargé des migrations, participe à la Commission professionnelle tripartite, qui assure un dialogue permanent entre l'Administration générale de l'État et les organisations syndicales et patronales nationales les plus représentatives dans le domaine de la gestion des flux migratoires. Associer les partenaires sociaux aux procédures vise à définir une politique migratoire permettant de mieux pourvoir les postes laissés vacants par les actifs résidents conformément aux dispositions réglementaires applicables en matière de migration et de travail, tout en veillant au respect des droits des travailleurs, nationaux et étrangers.

32. Divers espaces de dialogue avec les partenaires sociaux ont été récemment créés pour débattre des réformes et de l'organisation du marché du travail et dégager un consensus. Le caractère tripartite de ces espaces est privilégié dans toute la mesure du possible pour favoriser le débat démocratique, le développement économique et la modernisation des relations de travail en Espagne. Ce mécanisme est particulièrement adapté car il permet de proposer des aménagements du marché du travail bénéficiant de la légitimité et de l'efficacité qui découlent d'un vaste consensus social.

Santé et politique sociale

33. Selon le Rapport annuel du système national de santé 2017, l'espérance de vie à la naissance est de 82,8 ans (80 ans pour les hommes et 85,6 ans pour les femmes). Depuis 2001, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 3,7 ans.

34. En 2015, l'Espagne a enregistré 910 décès pour 100 000 habitants. Chez les hommes la mortalité a été de 935 décès pour 100 000 habitants, contre 886 pour 100 000 habitants chez les femmes. La mortalité générale et l'espérance de vie varient en sens inverse. Comme cela a déjà été indiqué, les femmes ont une espérance de vie plus longue que les hommes. Le nombre de personnes décédées à un âge avancé le confirme : 63 % des hommes et 82 % des femmes décédés en 2015 avaient plus de 75 ans.

35. La mortalité infantile en Espagne est faible et a encore considérablement baissé ces dernières années. Elle est passée de 7,6 à 2,7 pour 1 000 naissances vivantes entre 1990 et 2015, soit une diminution de 64 %. Sur cette même période, la mortalité néonatale a diminué de 64 %, passant de 5 à 1,8 pour 1 000 naissances vivantes et la mortalité post-néonatale a baissé de 66 %, passant de 2,6 à 0,9 pour 1 000 naissances vivantes. Il y a quelques décennies, la baisse de la mortalité infantile était essentiellement due à la baisse de la mortalité post-néonatale, laquelle est étroitement liée à des facteurs exogènes. De nos jours, pour que la mortalité infantile continue à baisser en Espagne, il est également nécessaire d'améliorer les chiffres de la mortalité néonatale.

36. En 2015, le pourcentage d'enfants ayant reçu les vaccins recommandés en Espagne était supérieur à 96 %, dans tous les cas. Ce pourcentage atteignait 96,6 % pour le vaccin contre l'hépatite B, 97,0 % pour le vaccin contre la méningite à méningocoque C, 96,6 % pour le vaccin contre les infections à *Haemophilus influenzae* de type B, 96,2 % pour le triple vaccin contre la rougeole, les oreillons et la rubéole, 96,6 % pour le vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche et 96,2 % pour le vaccin contre la poliomyélite.

37. L'Espagne affiche les meilleures performances mondiales en matière de transplantation d'organes et de tissus ; cette technique est pratiquée dans des centres accrédités. Le don d'organes exige le consentement du donneur. L'Organisation nationale des transplantations a été créée en Espagne en 1989. Au cours des vingt-cinq dernières années, l'Espagne a réussi à multiplier par trois le nombre de donneurs et de transplantations d'organes. Le modèle espagnol montre que la collaboration entre les citoyens et les professionnels intervenant dans l'ensemble de la chaîne du don et de la transplantation peut sauver la vie ou améliorer la qualité de vie de milliers de personnes. L'Organisation nationale des transplantations a mis en place un modèle de gestion original qui a permis à l'Espagne de jouer un rôle mondial de premier plan en matière de don et de transplantation d'organes. En 2018, l'Espagne a enregistré 48 donneurs pour un million d'habitants, soit un total de 2 243 donneurs, grâce auxquels il a été possible de réaliser 5 314 transplantations d'organes. Avec 114 transplantations pour un million d'habitants, l'Espagne affiche le taux de transplantations le plus élevé du monde. Ce chiffre représente

6 donneurs et 14,6 transplantations par jour. Au total, 3 310 transplantations rénales, 1 230 transplantations hépatiques, 321 transplantations cardiaques, 369 transplantations pulmonaires, 82 transplantations pancréatiques et 6 transplantations intestinales ont été réalisées. Le nombre de personnes en liste d'attente diminue pour tous les organes, à l'exception du cœur et de l'intestin ; il est passé de 4 891 personnes au 31 décembre 2017 à 4 804 personnes au 31 décembre 2018. Parmi ces personnes, 88 sont des enfants. Le nombre de personnes en attente d'une transplantation hépatique a fortement baissé (-19 %). En revanche, le nombre de transplantations rénales avec donneur vivant continue de baisser (289 transplantations contre 332 en 2017) du fait de l'augmentation du nombre de transplantations avec donneur décédé. Ce type de transplantation correspond à 9 % du total. En ce qui concerne l'âge des donneurs, 57 % d'entre eux ont plus de 60 ans, 31 % plus de 70 ans et 9 % plus de 80 ans. Le donneur le plus âgé (91 ans) a permis de réaliser une transplantation hépatique. Seuls 14 % des donneurs ont moins de 45 ans. Le refus du don par les familles représente 14,8 %.

38. Le système national de santé, caractérisé par une couverture universelle et une large gamme de prestations, constitue l'un des piliers de la protection sociale en Espagne. Cette approche est approuvée par les citoyens qui, selon les enquêtes menées par le Ministère de la santé, de la consommation et du bien-être social, considèrent que la politique de santé est primordiale. La couverture universelle est l'expression d'une société juste et solidaire ; il est en effet scientifiquement prouvé que les systèmes nationaux de santé constituent un investissement efficace pour réduire la pauvreté et les inégalités. L'Espagne a misé sur le caractère universel du système national de santé dès sa création. À cet effet, la loi générale relative à la santé (1986) porte création d'un système national de santé garantissant une couverture universelle et doté d'une structure essentiellement publique financée par le budget général de l'État, composée de l'ensemble des services de santé assurés par l'administration publique nationale et par les communautés autonomes.

39. Le système national de santé est indispensable à la réalisation du droit à la santé et doit être conçu et agencé pour garantir l'accessibilité et l'équité. Les services de soins de santé primaire (niveau I) se caractérisent par une grande accessibilité et sont dotés d'une capacité technique suffisante pour prendre totalement en charge les problèmes de santé les plus fréquents. Les services de soins spécialisés (niveau II) disposent de moyens de diagnostic et de traitement plus complexes et plus coûteux, qui ne sont efficaces que s'ils sont concentrés ; les patients sont orientés vers ces services essentiellement sur indication des services de soins de santé primaire. Le système de soins de santé primaire met à la disposition de la population un ensemble de services de base accessibles dans un délai moyen de quinze minutes depuis tout lieu de résidence. Il est principalement constitué par les centres de santé, où travaillent des équipes pluridisciplinaires réunissant des médecins généralistes, des pédiatres, du personnel infirmier, du personnel administratif et, éventuellement, des travailleurs sociaux, des sages-femmes et des physiothérapeutes. La promotion de la santé et la prévention des maladies a été confiée aux centres de santé en raison de leur implantation dans le tissu local. L'accessibilité des soins pour tous dans des conditions équitables est garantie par le fait que les soins de santé primaire peuvent être dispensés à domicile si nécessaire.

40. Dans le cadre des soins de santé primaire, le système national de santé assure 371,6 millions de consultations données, selon les cas, par des médecins ou des infirmiers. En moyenne, chaque personne consulte un médecin 5,2 fois par an et un infirmier 2,9 fois par an. D'une manière générale, les femmes consultent plus souvent que les hommes, la différence étant plus marquée pour les consultations médicales. Les soins à domicile, avec 12,8 millions de visites par an, représentent 1,6 % de l'activité dans le domaine de la médecine générale et 7,2 % de l'activité en matière de soins infirmiers. Ils concernent essentiellement les personnes de plus de 65 ans. Les personnes qui reçoivent des soins de santé primaire dans les centres de santé ont en moyenne 7,3 problèmes de santé par an. Cette moyenne est de 6,4 pour les hommes et de 8,1 pour les femmes. Les personnes qui ont le plus de problèmes de santé sont celles qui ont les revenus les plus faibles et les chômeurs ; les personnes nées en Espagne ont plus de problèmes de santé que les étrangers. Chez les personnes de plus de 64 ans, les principaux motifs de consultation sont, par ordre de fréquence décroissante, les problèmes concernant l'appareil locomoteur et l'appareil circulatoire, les problèmes généraux non spécifiques et les problèmes concernant l'appareil

endocrinien, le métabolisme et la nutrition. Dans ce groupe d'âge, les maladies chroniques prédominent : hypertension artérielle, troubles du métabolisme lipidique, diabète sucré, cataracte et arthrose. Les hôpitaux du système national de santé enregistrent 4,1 millions de sorties par an (soit 76,7 % des 5,3 millions de sorties de l'ensemble du secteur hospitalier espagnol) et 79,7 millions de consultations médicales. La durée moyenne de séjour dans les hôpitaux du système national de santé est de 7,8 et le taux de rotation de 37,2. Il s'y pratique 3,6 millions d'interventions chirurgicales, dont plus de 1 million en ambulatoire. Les principaux motifs d'hospitalisation en Espagne sont liés à des maladies de l'appareil circulatoire (13,2 %), de l'appareil respiratoire (12,2 %) et de l'appareil digestif (12,1 %). Chez les hommes ces motifs sont essentiellement, par ordre de fréquence décroissante, les maladies de l'appareil circulatoire, de l'appareil respiratoire, de l'appareil digestif et les tumeurs. Chez les femmes, ce sont essentiellement l'accouchement, les suites de couches et les complications de la grossesse, les maladies de l'appareil circulatoire, de l'appareil digestif, de l'appareil respiratoire et les tumeurs. Les troubles mentaux sont un motif d'hospitalisation plus fréquent chez les hommes (2,2 %) que chez les femmes (1,8 %).

Éducation

41. Le cadre législatif qui régit le système éducatif espagnol et détermine ses orientations est défini par la Constitution de 1978 et les lois qui donnent effet aux principes et aux droits constitutionnels :

- Loi organique de 1985 relative au droit à l'éducation ;
- Loi organique du 3 mai 2006 relative à l'éducation ;
- Loi n° 5/2002 du 19 juin 2002 relative aux qualifications et à la formation professionnelle.

42. La loi organique relative à l'éducation régit la structure et l'organisation du système d'enseignement non universitaire. Elle réaffirme les principes et les droits énoncés dans la Constitution et défend un enseignement de qualité, dispensé à tous dans des conditions d'équité. Elle met l'accent sur le caractère inclusif de l'éducation, sur l'égalité de traitement et sur la non-discrimination en toutes circonstances. L'enseignement est un service essentiel pour la collectivité, et l'éducation scolaire doit être accessible à tous, sans distinction aucune, dans des conditions d'égalité des chances, dans la régularité et la continuité et de manière progressivement adaptée à l'évolution de la société. Le service public de l'éducation peut être dispensé par les pouvoirs publics ou dans le cadre d'une initiative sociale. Les principaux objectifs du système éducatif sont les suivants : améliorer l'enseignement et les résultats scolaires ; garantir la réussite de chacun dans le cadre de la scolarité obligatoire ; améliorer le taux de scolarisation dans l'enseignement préscolaire, dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et dans l'enseignement professionnel ; augmenter le nombre de titulaires du baccalauréat et de diplômes professionnels ; enseigner la citoyenneté démocratique afin de promouvoir une société libre, tolérante et juste, propre à défendre les valeurs démocratiques et les principes de la liberté, du pluralisme et des droits de l'homme, qui constituent les fondements de la démocratie, en intégrant de manière transversale l'éducation civique et constitutionnelle dans l'enseignement de base ; encourager la formation tout au long de la vie ; renforcer l'équité du système éducatif, en particulier pour les élèves ayant des besoins éducatifs spéciaux ; et assurer la convergence avec les pays de l'Union européenne.

43. L'enseignement de base comprend dix années de scolarité, suivie normalement entre 6 et 16 ans. Il comprend l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire obligatoire. La loi définit également l'organisation de l'éducation de la petite enfance, de l'enseignement secondaire post-obligatoire, de l'enseignement des matières artistiques, du sport et des langues, ainsi que celle de l'enseignement pour adultes et à distance, dans le cadre de la formation tout au long de la vie. Elle prône une approche participative de l'organisation et du fonctionnement des établissements scolaires et leur donne des compétences et une autonomie de gestion accrues. Elle régleme également les compétences des conseils scolaires et des conseils d'enseignants. Elle encourage la collaboration entre la famille et l'école en renforçant la participation et la responsabilité des élèves et des parents. En vue de transformer le système éducatif, elle insiste notamment sur

trois aspects : les technologies de l'information et de la communication, dans le cadre d'un modèle d'école numérique ; la promotion du plurilinguisme, avec la maîtrise d'une deuxième, voire d'une troisième, langue étrangère ; et la modernisation de la formation professionnelle.

Enseignement supérieur universitaire

44. Au sein du Ministère de la science, de l'innovation et des universités, le Secrétariat général des universités assume toutes les compétences relevant de l'Administration générale de l'État en ce qui concerne les universités. Conformément au décret royal n° 865/2018 du 13 juillet 2018 portant organisation générale du Ministère de la science, de l'innovation et des universités, le Secrétariat général des universités est chargé des missions suivantes :

- Organiser l'enseignement universitaire et en définir les critères d'accès ;
- Mettre en place l'Espace européen de l'enseignement supérieur et prendre les mesures nécessaires pour adapter les diplômes universitaires en conséquence ;
- Instaurer les conditions de certification des diplômes universitaires officiels et procéder à l'équivalence, à la reconnaissance et à l'homologation des diplômes espagnols et étrangers ;
- Faciliter la mobilité des étudiants à l'intérieur de l'Union européenne, ainsi que celle des étudiants et des titulaires de diplômes universitaires à l'extérieur de l'Union européenne ;
- Assurer la gestion économique et financière du Plan national pour la recherche scientifique et technique et l'innovation 2017-2020.

45. Le Secrétariat général des universités fait le lien entre le Ministère, l'Agence nationale chargée de l'évaluation de la qualité et de l'accréditation, le Service espagnol en charge de l'internationalisation de l'enseignement supérieur et l'Université internationale Menéndez Pelayo. En 2014, dans le cadre de ses fonctions d'orientation et de promotion des relations internationales dans le domaine de l'enseignement supérieur, il a mis en place une Stratégie en faveur de l'internationalisation des universités espagnoles. Il dispose d'un outil essentiel, le Système intégré d'information universitaire, qui analyse en continu les indicateurs d'évaluation et de suivi du système universitaire espagnol.

46. La loi organique n° 4/2007 du 12 avril 2007 portant modification de la loi organique n° 6/2001 du 21 décembre 2001 relative aux universités prévoit une série de réformes destinées à rendre les universités plus autonomes, tout en renforçant leur obligation de rendre compte. L'objectif est d'améliorer la qualité des universités espagnoles et de faciliter leur entrée dans l'Espace européen de l'enseignement supérieur et l'intégration de la recherche universitaire espagnole dans l'Espace européen de la recherche. Cette démarche a été encouragée par l'Union européenne, qui modernise ses universités pour qu'elles contribuent activement à faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». Les universités européennes ont un rôle fondamental à jouer pour promouvoir un nouveau modèle basé sur la société de la connaissance et rivaliser avec leurs homologues au niveau mondial, comme les y invite la Commission européenne, dans sa communication « Mobiliser les cerveaux européens : permettre aux universités de contribuer pleinement à la stratégie de Lisbonne de 2005 ». Le processus d'adaptation à l'Espace européen de l'enseignement supérieur suppose à la fois la vérification et la certification des diplômes officiels par l'Agence nationale et les agences régionales chargées de l'évaluation de la qualité de l'enseignement universitaire et l'autorisation des nouveaux titres universitaires par les communautés autonomes et le Conseil des universités.

47. En 2018-2019, le système universitaire espagnol comptait 85 universités, dont 53 publiques et 32 privées. Le tableau suivant rassemble les principaux indicateurs mis à jour pour l'année universitaire 2017/2018.



Source : Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle.

48. La construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, engagée avec la Déclaration de Bologne (1999), vise notamment à adopter un système flexible de diplômes facilement lisibles et comparables, afin de favoriser l'intégration des étudiants sur le marché du travail et d'améliorer la compétitivité du système d'enseignement supérieur européen à l'échelon mondial. Le 23 novembre 2007, dans le cadre de « la modernisation des universités pour favoriser la compétitivité européenne dans une économie mondiale fondée sur la connaissance », le Conseil de l'Union européenne a précisé le rôle qui reviendrait à celles-ci dans le « triangle de la connaissance ». Pour participer à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de l'Espace européen de la recherche et en faire partie intégrante, le système universitaire espagnol devra transformer complètement sa structure. Tant par sa genèse que par sa conception méthodologique et ses objectifs, cette initiative historique lui offre une occasion de se renouveler. Lancée dans le but de redynamiser le système universitaire espagnol, la « Stratégie Université 2015 » vise à élargir le débat sur le rôle que doit jouer l'université dans les nouvelles politiques sociales et dans le nouveau système de production durable fondé sur la connaissance, ainsi que sur la manière dont le contrat social qui lie l'Université et la société peut être redéfini avec la ferme intention d'améliorer et de moderniser les universités.

49. Parmi les principales aides dont a bénéficié l'enseignement supérieur, il convient de citer celles qui ont été consacrées à la formation des professeurs universitaires. Le tableau suivant donne des précisions sur la manière dont ces aides ont évolué ces dernières années.

	2013		2014		2015		2016		2017		Total	
COMUNIDAD AUTÓNOMA	Nº ayudas	Importe	Nº ayudas	Importe	Nº ayudas	Importe	Nº ayudas	Importe	Nº ayudas	Importe	Nº ayudas	Importe
AGE	64	4.405.556,15 €	53	4.038.778,00 €	70	5.546.041,00 €	56	4.519.454,00 €	61	4.963.320,90 €	304	23.473.150,05 €
ANDALUCÍA	189	13.438.752,57 €	184	13.889.361,00 €	167	13.510.376,00 €	205	16.620.866,00 €	203	16.587.175,50 €	948	74.046.531,07 €
ARAGÓN	21	1.312.503,38 €	29	2.272.857,00 €	22	1.744.487,00 €	18	1.479.072,00 €	21	1.709.189,10 €	111	8.518.108,48 €
ASTURIAS	15	881.841,81 €	18	1.323.268,00 €	18	1.428.427,00 €	19	1.536.061,00 €	9	687.781,80 €	79	5.857.379,61 €
CANARIAS	9	445.540,35 €	8	562.700,00 €	8	652.650,00 €	10	811.365,00 €	9	716.867,10 €	44	3.189.122,45 €
CANTABRIA	5	326.729,03 €	7	514.605,00 €	5	393.164,00 €	3	232.740,00 €	5	395.217,90 €	25	1.862.455,93 €
CASTILLA Y LEÓN	51	3.498.798,02 €	37	2.822.069,00 €	34	2.642.821,00 €	39	3.077.567,00 €	52	4.131.823,50 €	213	16.173.078,52 €
CASTILLA-LA MANCHA	14	981.922,15 €	15	1.105.612,00 €	17	1.337.807,00 €	18	1.396.204,00 €	13	1.040.227,20 €	77	5.861.772,35 €
CATALUNYA	120	7.869.661,92 €	100	7.089.876,00 €	121	9.067.128,00 €	97	7.421.651,00 €	88	6.956.519,40 €	526	38.404.836,32 €
COMUNIDAD VALENCIANA	92	6.602.210,10 €	102	7.659.573,00 €	110	8.602.102,00 €	97	7.632.691,00 €	98	7.892.381,70 €	499	38.388.957,80 €
EXTREMADURA	13	834.776,91 €	12	815.787,00 €	12	945.442,00 €	8	642.840,00 €	9	739.108,80 €	54	3.977.954,71 €
GAUCIA	55	3.506.293,10 €	51	3.578.558,00 €	56	4.325.890,00 €	55	4.416.736,00 €	42	3.223.355,60 €	259	19.050.812,70 €
ILLES BALEARS	4	279.951,50 €	7	514.603,00 €	8	640.788,00 €	8	613.812,00 €	6	458.521,20 €	33	2.507.675,70 €
LA RIOJA					2	164.246,00 €	2	164.360,00 €	1	82.123,20 €	5	410.729,20 €
MADRID	118	7.803.252,52 €	140	10.086.001,00 €	155	11.982.148,00 €	156	12.331.011,00 €	134	10.841.973,30 €	703	53.044.385,82 €
MURCIA	11	747.001,36 €	21	1.700.130,00 €	18	1.479.298,00 €	25	2.032.201,00 €	20	1.630.487,70 €	95	7.589.118,06 €
NAVARRA	8	459.274,98 €	7	392.627,00 €	7	535.596,00 €	6	440.616,00 €	10	727.132,50 €	38	2.555.246,48 €
PAÍS VASCO	9	586.653,32 €	13	998.141,00 €	11	792.260,00 €	11	802.526,00 €	12	958.104,00 €	56	4.137.684,32 €
Total general	798	53.980.719,17 €	804	59.364.546,00 €	841	65.790.671,00 €	833	66.171.773,00 €	793	63.741.290,40 €	4069	309.048.999,57 €

Source : Secrétariat général des universités (Ministère de la science, de l'innovation et des universités).

50. Il convient également de souligner que l'Espagne a mené une politique active en faveur de la réalisation du droit à une bourse pour faire des études supérieures. Les principales données concernant les deux dernières décennies sont rassemblées dans le tableau suivant.

CURSO	CONVOCATORIA GENERAL	
	Becarios	Importe
CURSO 2000/2001	230.284	424.887,08
CURSO 2001/2002	230.777	452.156,99
CURSO 2002/2003	207.828	449.573,79
CURSO 2003/2004	198.696	445.872,03
CURSO 2004/2005	195.099	489.822,07
CURSO 2005/2006	189.463	500.761,79
CURSO 2006/2007	191.943	519.383,84
CURSO 2007/2008	204.254	556.799,80
CURSO 2008/2009	221.363	644.626,17
CURSO 2009/2010	231.599	675.490,16
CURSO 2010/2011	262.514	806.729,83
CURSO 2011/2012	300.037	951.261,96
CURSO 2012/2013	291.230	903.384,39
CURSO 2013/2014	317.063	792.289,62
CURSO 2014/2015	316.515	818.763,63
CURSO 2015/2016	323.904	839.957,56
CURSO 2016/2017	316.983	820.234,87
CURSO 2017/2018	321.521	831.289,34*

* Dato no definitivo

Source : Direction générale de la planification et de la gestion de l'enseignement (Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle).

51. Dans un autre domaine, la Stratégie en faveur de l'internationalisation des universités espagnoles (2015-2020) est associée à une évidente volonté de transformation. Elle affirme que « l'internationalisation est un facteur clé pour l'amélioration de la qualité des universités espagnoles et qu'elle peut devenir un élément moteur pour réformer le système universitaire espagnol et en améliorer l'efficacité, l'excellence et la compétitivité, dans un environnement mondial ». Le principal objectif de cette stratégie est de mettre en place un système universitaire solide et attractif sur le plan international qui encourage la mobilité, au départ ou à destination de l'Espagne, des meilleurs étudiants, professeurs et chercheurs, ainsi que du personnel administratif et de service. Sur le plan pédagogique, elle vise à améliorer la qualité de l'enseignement et à internationaliser les programmes de formation et les activités de RDI (recherche, développement, innovation). À un niveau plus général, elle contribue à renforcer l'attractivité et la compétitivité de l'Espagne à l'international, ainsi que le développement socioéconomique fondé sur la connaissance. Dans le cadre de cette stratégie, les autorités éducatives (Ministère de la science, de l'innovation et des universités, Service espagnol en charge de l'internationalisation de l'enseignement et universités) et les autorités migratoires ont renforcé leur collaboration

afin de faciliter l'entrée d'étudiants, de chercheurs et de professeurs étrangers. À cet égard, le fait le plus marquant a été la récente transposition de la directive (UE) 2016/801 dans la législation espagnole. Elle a permis de faire évoluer les procédures et d'apporter d'importantes modifications au régime d'admission des étudiants internationaux. Il convient notamment de citer la possibilité de solliciter depuis l'Espagne un titre de séjour pour études, de demander un visa par l'intermédiaire d'un représentant ou de donner aux établissements d'enseignement supérieur les moyens de demander les autorisations pour leurs étudiants. La procédure applicable à la mobilité à l'intérieur de l'Union européenne a été réglementée dans une communication.

52. Le nombre d'étudiants universitaires espagnols ayant participé au programme Erasmus a continué d'augmenter, pour atteindre 47 804 en 2018-2019. Dans le cadre de ce programme, il y a pratiquement autant d'étudiants étrangers qui viennent en Espagne que d'étudiants espagnols qui partent à l'étranger. Autrement dit, l'Espagne est tout aussi capable d'envoyer des étudiants à l'étranger que d'attirer des étudiants venus de toute l'Europe. Selon les dernières données publiées par l'Institut national de statistique, en 2015 24,2 % des étudiants Erasmus poursuivaient des études dans le domaine du commerce, de la gestion et du droit. Le principal pays de destination des étudiants Erasmus espagnols est l'Italie, qui a accueilli 19,3 % d'entre eux en 2018-2019. Viennent ensuite le Royaume-Uni (13 %), l'Allemagne (10,3 %), la France (10,1 %) et la Pologne (8 %). De leur côté, les universités espagnoles accueillent de plus en plus d'étudiants étrangers. Selon les dernières données disponibles, avec 40 079 étudiants accueillis en 2016-2017, l'Espagne est devenue le troisième pays de destination, derrière la France (43 905 étudiants) et l'Allemagne (40 959 étudiants).

Culture

53. La Constitution de 1978, actuellement en vigueur, oblige les pouvoirs publics à promouvoir et à assurer l'accès de tous les citoyens à la culture et protège la pluralité culturelle et linguistique. Elle ne se contente donc pas de garantir une protection passive mais dispose que les pouvoirs publics doivent promouvoir le développement socioculturel, dans le respect de l'intérêt général, et défendre l'accès universel à la culture. Depuis la promulgation de la Constitution, l'ensemble des instances politiques a beaucoup œuvré pour mettre en place des infrastructures culturelles, encourager la créativité et organiser des activités culturelles, tandis que, parallèlement, les citoyens sont devenus de plus en plus demandeurs dans ce domaine. Compte tenu de la piètre situation initiale, ce processus a demandé beaucoup d'efforts et n'a été considéré comme achevé que vers le milieu des années 1990.

54. Pendant cette période, des sommes considérables ont été investies dans ce que l'on a appelé des « institutions culturelles de premier ordre ». Bon nombre de ces institutions ont trouvé de plein droit une place sur la scène culturelle mondiale. On peut mentionner, entre autres, le Musée national et centre artistique Reina Sofia de Madrid, le Musée d'art contemporain de Barcelone, l'Institut valencien d'art moderne, le Musée Guggenheim de Bilbao ou la collection Thyssen, acquise par l'État. Ces grandes institutions culturelles sont venues s'ajouter à celles qui étaient déjà incontournables, comme le Musée du Prado à Madrid, et jouent un rôle de premier plan pour le développement du tourisme dans leurs villes respectives. Le Musée Guggenheim, en particulier, a été le point de départ de la rénovation complète de Bilbao. Il constitue à lui seul un pôle d'attraction et a permis à la ville de figurer sur des circuits touristiques locaux et internationaux, dont elle était jusque-là absente. Il convient également de souligner l'important effort de décentralisation mené pendant toute cette période et l'existence de nombreuses institutions culturelles dignes d'intérêt sur l'ensemble du territoire espagnol.

55. L'organisation d'activités culturelles est financée par tous les niveaux de l'administration publique : État, communautés autonomes et collectivités locales. Les dépenses culturelles des collectivités locales sont presque deux fois plus élevées que celles de l'État et des communautés autonomes réunis. Bien que la seule obligation pour les communes soit de disposer d'une bibliothèque publique lorsqu'elles comptent plus de 5 000 habitants, le plus souvent elles ont une activité musicale, cinématographique et théâtrale très riche. Il convient de souligner que, d'une manière générale, l'État octroie des

subventions tandis que les collectivités locales se chargent de l'organisation des activités, au prorata de leur taille et de leurs ressources. Les bouleversements induits par la grave crise économique de ces dernières années ont imposé un nouveau modèle de financement de la culture. À l'heure où les dépenses publiques ont considérablement diminué pour la plupart des postes, dont celui de la culture, des mesures ont été prises pour accroître la participation du secteur privé et de la société civile. La part du PIB consacrée à la culture a considérablement baissé pendant la dernière décennie, bien que cette tendance soit en train de s'inverser.

56. Il existe des outils efficaces pour évaluer la situation de la culture. L'Annuaire des statistiques culturelles¹ publié par le Ministère de la culture et des sports présente un aperçu des principaux résultats obtenus et permet de mieux appréhender l'état et l'évolution du secteur de la culture en Espagne, son importance sociale et son aptitude à produire des richesses et à favoriser le développement économique du pays. Une « Enquête sur les habitudes et les pratiques culturelles » rend également compte des multiples formes de participation à la vie culturelle. En outre, l'Espagne est l'un des rares pays qui publie un Compte satellite de la culture, c'est-à-dire des statistiques additionnelles aux données de la Comptabilité nationale, qui permet de mesurer les répercussions de la culture sur l'ensemble de l'économie. Avec toutes ces sources, les informations ne manquent pas. D'après le Compte satellite de la culture 2010-2016, le secteur des industries culturelles contribue pour 2,5 % au PIB espagnol (3,3 % en tenant compte des activités relatives à la propriété intellectuelle), marquant ainsi un léger recul par rapport aux années précédentes. Les secteurs qui arrivent en tête sont l'édition, suivie de l'audiovisuel et du multimédia. L'emploi dans le secteur de la culture représente 3,7 % de l'emploi total et se caractérise par un niveau d'études bien supérieur à la moyenne. Les dépenses moyennes en biens et services culturels représentent 2,5 % des dépenses totales de biens et de services en 2017 (contre 2,7 % en 2016) et s'élèvent à 289 euros par personne.

57. L'Espagne est riche de créateurs de tout premier ordre et de renommée internationale dans tous les domaines : littérature, cinéma, musique, théâtre, danse, etc. Des professionnels issus d'autres secteurs, parmi lesquels figurent aussi des personnalités de premier plan, sont venus apporter leur contribution à la vie culturelle ou, dans un sens plus large, aux « industries culturelles et créatives », qui incluent notamment la gastronomie, le design et la mode, les jeux vidéo et l'architecture. La culture est, de fait, un secteur stratégique pour la promotion de la « marque Espagne » au niveau international. L'un de ses grands atouts est incontestablement la langue espagnole qui, avec 500 millions de locuteurs, est la deuxième langue la plus parlée dans le monde ; elle n'est supplantée que par le mandarin, dont le nombre de locuteurs augmente toutefois moins rapidement. Outre son puissant avantage démographique, l'espagnol est également très utilisé sur la scène internationale, où il joue un rôle déterminant en tant que langue de communication et ouvre des perspectives de carrière à ceux qui l'étudient, et jouit d'un prestige culturel reconnu, en tant que moyen d'accès à l'ensemble de la production culturelle, notamment littéraire, artistique et cinématographique, des pays hispanophones. Fondé en 1991, l'Institut Cervantès, avec son réseau de 87 centres dans 44 pays a pour mission de diffuser la langue et la culture espagnoles et compte parmi les institutions culturelles espagnoles de premier plan. Beaucoup plus récent que d'autres instituts culturels européens, il se trouve encore en phase d'expansion.

58. Il convient de mentionner ici les changements induits par les nouvelles technologies sur la consommation de biens culturels et sur la création artistique. Les statistiques indiquent qu'environ 77,7 % des ménages ont accès à Internet. De ce fait, les fournisseurs de services culturels ont dû relever de nombreux défis, allant de la numérisation des fonds documentaires (une grande partie des musées et des bibliothèques mettent leurs fonds à la disposition du public et ont parfois même des services de prêt de supports numériques de lecture) à la modification des habitudes de consommation. Pour lutter efficacement contre le piratage, l'Espagne met en œuvre des mesures concertées et coordonnées entre l'administration publique et les représentants des détenteurs de droits d'auteur ou des créateurs, comprenant à la fois des mesures éducatives, des campagnes publicitaires et des

¹ <http://www.culturaydeporte.gob.es/servicios-al-ciudadano-mecd/estadisticas/cultura.html>.

mesures plus coercitives. L'Espagne œuvre également en faveur de l'augmentation de l'offre légale sur Internet. Le label « Cultura en positivo » a été créé pour identifier les entreprises et les institutions qui respectent la propriété intellectuelle et la légalité sur Internet.

59. Les efforts se concentrent depuis quelques années – avec d'excellents résultats – sur le développement du tourisme culturel, qui vient compléter un tourisme balnéaire de masse, dont le succès ne s'est pas démenti depuis plus d'un demi-siècle. L'offre est déjà bien développée et le Ministère de la culture et des sports a récemment signé une convention avec le Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme pour promouvoir notamment : l'offre muséographique, les grandes routes et destinations culturelles, les sites du patrimoine mondial, les manifestations du patrimoine culturel immatériel, l'Espagne en tant que pays où faire ses études, l'Espagne en tant que lieu de tournage cinématographique, les routes littéraires à rayonnement international, le chemin de Saint Jacques de Compostelle et les arts visuels contemporains. Il est également important de signaler l'existence du site Internet *Spain Is Culture*, géré par le Ministère de la culture et des sports, qui fournit des informations sur la localisation géographique, le calendrier culturel, les diverses thématiques, ainsi que les aspects logistiques. Cette plateforme sera mise à jour en 2019. Par ailleurs, les données relatives au tourisme culturel sont très encourageantes : en 2017, 12,8 % des voyages réalisés par les personnes résidant en Espagne (18,1 % dans le cas des étrangers) avaient un but culturel. Les dépenses réalisées dans le cadre de ce type de voyages ont été supérieures à la moyenne. Elles ont représenté 6 747,7 millions d'euros pour les personnes résidant en Espagne et 13 923,6 euros pour les touristes étrangers.

60. L'Espagne se place au troisième rang mondial pour le nombre de sites classés au patrimoine mondial de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). L'un des grands enjeux actuels consiste à améliorer la gestion de ce patrimoine et à mieux l'intégrer dans la société de la connaissance. L'utilisation des technologies numériques et la publication sur Internet étant les moyens les plus économiques et les plus démocratiques de diffuser la culture, des fonds publics importants leur ont été consacrés ces dernières années. Parmi les outils les plus efficaces dans ce domaine, il convient de mentionner les quatorze plans nationaux coordonnés par l'Institut du patrimoine culturel d'Espagne², auxquels participent également d'autres administrations et d'autres institutions publiques et privées. Il s'agit de plans nationaux concernant les cathédrales, le patrimoine industriel, le paysage culturel, le patrimoine culturel du XX^e siècle, les châteaux, et le patrimoine mondial, entre autres. Ils ont des défis communs à relever, à savoir utiliser les grandes ressources patrimoniales pour promouvoir l'identité locale tout en sachant différencier, mais aussi concilier, les objectifs intrinsèques de la conservation et de la protection de ces ressources et les objectifs extrinsèques de leur exploitation touristique et de leur valorisation économique. Pour reprendre les termes de l'UNESCO, il convient de trouver un équilibre entre la préservation de la « richesse fragile » des éléments patrimoniaux et leur exploitation ou leur utilisation pour le bien-être des citoyens.

61. Très réputés, les musées espagnols sont gérés par l'État, les communautés autonomes ou les collectivités locales. Depuis quelques années, la numérisation de leurs fonds fait l'objet d'une attention particulière. La page Web du Ministère de la culture et des sports propose la visite virtuelle de 12 musées nationaux, tout comme le font la plupart des communautés autonomes avec leurs propres musées, ainsi qu'un catalogue collectif des fonds bibliographiques des musées. Ces dernières années, des expositions virtuelles ainsi que diverses applications pour téléphones portables permettent de disposer de guides et d'effectuer des visites virtuelles à partir de ces dispositifs. Par ailleurs la plateforme *CER.colecciones en red* permet de visiter 113 musées en ligne. Le programme Museos +Sociales, vise à mieux intégrer les musées dans le tissu social et à faciliter leur accès aux personnes les plus défavorisées. En 2018, les musées suivants ont atteint un million de visiteurs ou presque : Musée national et centre artistique Reina Sofía (3 898 000 visiteurs), le Musée du Prado (2 900 000), les musées Dalí (1 336 000), le Musée Guggenheim de Bilbao (1 265 000) et la Fondation Thyssen (906 000). Les sites royaux du patrimoine

² <http://www.culturaydeporte.gob.es/planes-nacionales/inicio-recuperar.html>.

national ont pour leur part accueilli 3 530 000 visiteurs et l'ensemble des 16 musées gérés par l'État ont cumulé 3 013 000 visiteurs, avec une mention spéciale pour le Musée archéologique national (516 000 visiteurs).

62. Le secteur du livre, et plus généralement de l'édition demeure la plus importante industrie culturelle du pays, même s'il a souffert de la grave crise économique et du bouleversement que représente l'arrivée du livre numérique. Malgré cela, ses comptes sont sains et, en termes de commerce extérieur, il est le seul à afficher deux fois plus d'exportations que d'importations. La langue espagnole est à cet égard un important atout qui permet d'accéder à un vaste marché sans engager de coûts additionnels. À cela vient s'ajouter le prestige dont jouissent nombre d'auteurs espagnols et quelques auteurs latino-américains, dont les ouvrages sont publiés par des maisons d'édition espagnoles.

63. L'Espagne compte 6 636 bibliothèques. Plus de 4 035 sont publiques, les autres étant privées, universitaires ou gérées par d'autres types d'institutions. Le nombre de bibliothèques demeure plus ou moins stable ; il était de 14,3 pour 100 000 habitants en 2016. Les communes de plus de 5 000 habitants sont dans l'obligation de construire une bibliothèque. Le réseau de bibliothèques est vaste et propose de plus en plus de services destinés à faciliter leur utilisation : catalogues sur internet, échanges entre établissements, prêt de livres électroniques et, souvent, de supports de lecture. Certaines bibliothèques ont également un service de prêt de documents audiovisuels, entre autres prestations. Le Ministère de la culture et des sports a mis en œuvre un ambitieux Plan pour la promotion du livre et de la lecture 2017-2020³ intitulé « Leer te da vidas extra » (Lire permet de vivre davantage de vies).

64. Rattaché au Ministère de la culture et des sports, l'Institut national des arts de la scène et de la musique chapeaute plusieurs unités de production, œuvre pour le développement des deux secteurs dont il a la charge et favorise leur internationalisation grâce à divers types d'aides. Il est doté d'un Conseil national des arts de la scène et de la musique qui est chargé de définir les priorités de la politique culturelle dans les secteurs de la musique, du théâtre, de la danse et du cirque, avec le concours de leurs différents représentants. Des programmes novateurs sont actuellement mis en œuvre. Le programme PLATEA (2013), par exemple, a pour but de proposer un catalogue d'activités pouvant se déplacer sur l'ensemble du territoire espagnol et offrir des spectacles de qualité à tous les citoyens, améliorant ainsi l'accessibilité et la vitalité du secteur culturel. En 2016, 162 collectivités locales et 283 compagnies artistiques ont adhéré à ce programme, dans le cadre duquel 876 représentations ont été données, pour un total de 203 889 spectateurs.

65. En 2018, le Congrès des députés a adopté à l'unanimité un rapport sur la définition d'un statut des artistes, ayant valeur de feuille de route pour le législateur, qui préconise la prise en compte des particularités du travail artistique et l'adoption nécessaire de normes spécifiques en la matière. Un décret-loi royal définissant des mesures d'urgence applicables à la création artistique a été adopté le 28 décembre 2018. Il prévoit des modifications pour améliorer la fiscalité de ce secteur, la protection professionnelle et sociale offerte (cotisations de retraite) et la compatibilité entre pensions de retraite et revenus provenant des droits d'auteur.

66. Le secteur du cinéma fait l'objet depuis plusieurs années d'une profonde reconversion à tous les niveaux, depuis la production et les technologies utilisées, jusqu'au dernier maillon, à savoir le spectateur, dont les habitudes et les attentes se sont radicalement transformées. La production est devenue plus facile et moins onéreuse, ce qui explique qu'elle se soit développée malgré un environnement économique défavorable. L'Institut de la cinématographie et des arts audiovisuels, qui relève du Ministère de la culture et des sports, en assure partiellement le financement, que ce soit directement, par l'intermédiaire d'établissements octroyant des crédits à des conditions avantageuses ou en collectant des fonds auprès d'entreprises privées non spécialisées dans l'audiovisuel. Un nouveau cadre légal a récemment été adopté pour améliorer le précédent et faire en sorte que l'action de l'Institut de la cinématographie et des arts audiovisuels soit plus adaptée à la situation

³ <https://sede.educacion.gob.es/publiventa/plan-de-fomento-de-la-lectura-2017-2020-leer-te-da-vidas-extra/libros-y-lectura/20862C>.

actuelle. Ces cinq dernières années, le nombre d'entreprises de production et le nombre de films produits a considérablement augmenté, aussi bien en ce qui concerne les courts métrages que les longs métrages. Le coût moyen d'un long métrage a légèrement augmenté, se situant à 3,1 millions d'euros en 2017. Seul le nombre de cinémas et d'écrans a diminué, passant de 777 cinémas et 3 908 écrans en 2013 à 721 cinémas et 3 554 écrans en 2017.

Logement

67. Selon les données de l'Enquête permanente sur les ménages 2017, l'Espagne compte 46,7 millions d'habitants répartis en 18,5 millions de foyers (en augmentation de 0,4 % par rapport à l'année précédente) constitués en moyenne 2,5 personnes. La proportion de foyers propriétaires de leur logement est élevée. Elle atteint 76,7 %, soit une valeur nettement supérieure à la moyenne de l'Union européenne (69,3 %).

68. Quant à l'évolution du prix des logements, après les baisses enregistrées depuis le début de la crise économique et malgré une inversion de cette tendance observée ces dernières années, les prix sont en général inférieurs de 24,4 % à leur niveau maximum enregistré en 2007 et les loyers se situent 17,7 % en dessous des valeurs maximales observées. La situation est cependant très hétérogène et dans les principales zones urbaines et les régions insulaires, les prix ont à nouveau atteint leur niveau maximum.

69. La vulnérabilité sociale et économique associée au logement est en grande partie due au montant du loyer : 42,1 % des foyers espagnols locataires de leur logement y consacrent plus de 40 % de leurs ressources, pourcentage très supérieur à celui de l'ensemble de l'Union européenne (26,3 %). En ce qui concerne les expulsions, il convient de signaler que d'après les données relatives au troisième trimestre 2018, les expulsions concernant des immeubles en location augmentent de 7,9 % par an, alors que les expulsions suite à saisie immobilière ont progressivement diminué pour atteindre 16,2 %.

70. Depuis l'entrée en vigueur de la Constitution et jusqu'à ces dernières années, les instruments utilisés directement par l'État pour intervenir et définir sa politique du logement sont de deux types : les incitations fiscales et les plans nationaux en faveur du logement. En ce qui concerne ces plans, l'État laisse une certaine marge d'action aux communautés autonomes car ce sont elles qui les mettent en œuvre et les exécutent.

71. À partir de 2007, les instruments traditionnellement utilisés dans le cadre de la politique du logement ont évolué pour répondre aux effets de la crise économique sur le secteur de la construction et sur l'économie en général, et surtout à la situation de vulnérabilité et d'urgence sociale dans laquelle se trouvent de nombreuses familles. Les nouveaux outils créés par les administrations publiques prennent une nouvelle orientation. Ils privilégient les mesures concernant la ville existante par rapport à l'expansionnisme et ont pour objectif de réduire le déséquilibre entre les modes d'occupation du logement en Espagne, en développant l'offre de logements en location, comme alternative à la propriété. Par ailleurs, pour répondre à la situation d'urgence sociale dans laquelle se trouvent de nombreuses familles à la suite de la crise économique et de la crise du secteur immobilier, plusieurs lois et décrets-lois royaux ont été adoptés pour protéger les personnes qui ont souscrit des crédits hypothécaires et n'ont plus de ressources.

B. Structure constitutionnelle, politique et juridique

La Constitution de 1978

72. Rédigée à la suite de négociations et d'accords entre les différents partis politiques représentés au Parlement, la Constitution de 1978 a été adoptée par les Espagnols lors d'un référendum tenu le 6 décembre et est entrée en vigueur le 29 décembre de la même année. Elle comporte un préambule, 169 articles répartis en 10 titres, et plusieurs dispositions transitoires et supplémentaires. Il s'agit de la constitution la plus détaillée de l'histoire de l'Espagne, après celle de 1812.

73. L'article premier affirme que l'Espagne est un État de droit social et démocratique qui défend comme valeurs suprêmes de son ordre juridique la liberté, la justice, l'égalité et le pluralisme politique. Il dispose en outre que l'État espagnol est une monarchie

parlementaire et que la souveraineté nationale est détenue par le peuple espagnol, dont émanent tous les pouvoirs de l'État. La Constitution énonce une longue liste de droits fondamentaux et de libertés publiques pour tous les citoyens et consacre le système des communautés autonomes ou « État des autonomies ». Il convient également de souligner qu'elle garantit le principe de la séparation des pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire.

74. Le Tribunal constitutionnel. Le Tribunal constitutionnel est l'organe suprême chargé d'interpréter la Constitution. Indépendant des autres organes constitutionnels, il n'obéit qu'à la Constitution et est régi par la loi organique n° 2/1979 du 3 octobre 1979. Il se compose de 12 membres nommés par le Roi sur proposition du Congrès des députés à la majorité des trois cinquièmes (4), du Sénat à la même majorité (4), du Gouvernement (2) et du Conseil général du pouvoir judiciaire (2). Ses membres sont nommés pour un mandat de neuf ans et ne peuvent être réélus. Le Tribunal constitutionnel est renouvelé par tiers tous les trois ans. Ses compétences se répartissent en trois grands domaines : le contrôle de la constitutionnalité des lois ; le règlement des conflits de compétence qui naissent entre l'État et les communautés autonomes ou entre communautés autonomes ; et la protection des droits fondamentaux des citoyens, après épuisement des voies de recours ordinaires, par l'intermédiaire du recours en *amparo* (recours en protection) qui peut être introduit quand la voie judiciaire ordinaire a été épuisée, en cas de violation présumée desdits droits. Le Tribunal constitutionnel peut être saisi d'un tel recours par les citoyens, par le Défenseur du peuple et par le ministère public.

75. Les institutions : la Couronne. L'Espagne est une monarchie parlementaire. Le Roi, en sa qualité de chef de l'État, symbolise l'unité et la permanence de l'État, exerce une fonction d'arbitre et de modérateur du fonctionnement régulier des institutions et assume la plus haute représentation de l'État dans les relations internationales.

76. Les forces armées. Elles comprennent l'armée de terre, la marine et l'armée de l'air et ont pour mission de garantir la souveraineté et l'indépendance de l'Espagne et de défendre son intégrité territoriale et son ordre constitutionnel. Sous l'égide du Ministère de la défense, elles sont l'élément principal de la politique de défense de l'Espagne et sont chargées, sous la responsabilité du Gouvernement, d'assurer la sécurité, de protéger les intérêts du pays et de ses citoyens, de défendre les droits et principes consacrés par la Constitution de 1978 et la Charte des Nations Unies de 1945 et de contribuer, dans le respect du droit international, à la paix et à la stabilité mondiales.

77. Le pouvoir législatif : les Cortes générales. L'exercice du pouvoir législatif appartient aux Cortes générales, qui représentent le peuple espagnol et contrôlent l'action du Gouvernement. Elles se composent de deux chambres : le Congrès des députés et le Sénat. Il s'agit donc d'un système parlementaire bicaméral de type « bicaméralisme imparfait » puisque les compétences des deux chambres ne sont pas équivalentes, le Congrès ayant la primauté dans l'exercice d'une bonne partie des attributions des Cortes. Les députés et les sénateurs sont élus pour quatre ans. La dissolution anticipée des Cortes est possible, sur initiative du Président du Gouvernement. Le Congrès des députés compte 350 membres. Tous les projets et propositions de loi doivent être examinés en premier lieu, sans aucune exception, par le Congrès des députés. Le Sénat a droit de veto ou d'amendement sur le texte élaboré par le Congrès et il lui revient de prendre la décision définitive à l'issue d'une nouvelle lecture. C'est le Congrès qui accorde l'investiture au Président du Gouvernement et c'est donc lui qui peut demander sa démission, soit en adoptant une motion de censure soit en refusant de voter la confiance demandée par le Gouvernement. Le Sénat est qualifié par la Constitution de chambre de représentation territoriale. Sous la dixième législature, il se compose de 266 sénateurs, dont 208 élus au suffrage universel direct et 58 désignés par les assemblées législatives des communautés autonomes qui élisent chacune un sénateur et un sénateur supplémentaire pour chaque million d'habitants qui compte leur territoire.

78. Le pouvoir exécutif : le Gouvernement. La Constitution espagnole ne s'éloigne guère des pratiques courantes dans les systèmes parlementaires contemporains pour ce qui est des fonctions du gouvernement. Le Gouvernement exerce le pouvoir exécutif et a l'initiative des lois ; il peut adopter une législation d'urgence, dont il recommande la ratification au Congrès, et élabore le projet de budget général de l'État. Le Gouvernement dirige la politique intérieure et extérieure, l'administration civile et militaire et la défense de

l'État. La formation du Gouvernement comporte deux temps bien distincts. Dans un premier temps, le candidat à la Présidence du Gouvernement soumet son programme de gouvernement à l'examen du Congrès. Dans un deuxième temps, après avoir obtenu la confiance de la Chambre et avoir été nommé par le Roi, il lui propose les ministres qu'il entend nommer. En raison de cette procédure et du fait qu'il dirige l'action du gouvernement, le Président du Gouvernement occupe une place prépondérante dans l'organisation interne du pouvoir exécutif, de sorte que le régime constitutionnel espagnol peut être considéré comme un régime de Premier ministre. L'organe collégial du pouvoir exécutif est le Conseil des ministres, constitué par le Président, le Vice-Président ou les Vice-Présidents et les ministres. Le Conseil des ministres se réunit habituellement une fois par semaine. Le gouvernement actuel est composé du Président du Gouvernement, d'un Vice-Président ayant portefeuille ministériel et de 12 ministres. Deux institutions qui dépendent directement des Cortes générales sont spécifiquement chargées, conformément aux dispositions de la Constitution, du contrôle de l'administration publique.

79. La Cour des comptes. Conformément à l'article 136 de la Constitution, la Cour des comptes est l'organe de contrôle suprême des comptes et de la gestion économique de l'État ainsi que du secteur public. Comme on l'a vu, la Cour des comptes dépend des Cortes générales et les conflits qui peuvent naître au sujet de ses compétences ou attributions sont tranchés par le Tribunal constitutionnel. Elle est régie par la loi organique n° 2/1982 du 12 mai 1982. Le Président de la Cour des comptes est nommé par le Roi parmi ses membres, sur proposition de la Cour plénière, pour un mandat de trois ans. La Cour plénière se compose de 12 conseillers et du Procureur.

80. Le Défenseur du peuple. La Constitution espagnole de 1978 a créé l'institution du Défenseur du peuple, en tant que « haut mandataire des Cortes générales » pour garantir la défense et la protection des droits fondamentaux. Le Défenseur du peuple est chargé de superviser à cette fin l'activité de toutes les administrations publiques. Il est élu par les Cortes générales à la majorité des trois cinquièmes de chaque chambre, pour une durée de cinq ans, conformément aux dispositions de la loi organique n° 3/1981 du 6 avril 1981 relative au Défenseur du peuple. Cette institution tend à se généraliser au niveau des communautés autonomes.

81. Les organes consultatifs du Gouvernement : le Conseil d'État. Le Conseil d'État est l'organe consultatif suprême du Gouvernement ; son organisation est régie par la loi organique n° 3/1980 du 22 avril 1980. Il a essentiellement un rôle consultatif et se limite à donner son avis motivé sur les questions dont il est saisi.

82. Le Conseil économique et social. Cet organe consultatif gouvernemental de haut niveau dans le domaine des affaires sociales et économiques est également un espace de rencontre pour les partenaires sociaux et économiques, dont l'objectif est de développer l'État de droit social et démocratique. Il se compose d'un président et de 60 membres : 20 conseillers désignés par les organisations syndicales, 20 autres désignés par les organisations patronales et 20 autres encore représentant les associations et organisations.

83. Le pouvoir judiciaire. Comme le dispose la Constitution, la justice émane du peuple et elle est administrée au nom du Roi par des juges et des magistrats qui constituent le pouvoir judiciaire. Il convient tout d'abord de souligner que l'unité juridictionnelle est assurée par le fait que la justice est administrée par un corps unique de juges et de magistrats. Le Conseil général du pouvoir judiciaire. Le Conseil général du pouvoir judiciaire est l'organe directeur de la magistrature. Il se compose du Président du Tribunal suprême, qui en assure également la présidence, et de 20 membres désignés par le Roi sur proposition des Cortes générales, à la majorité des trois cinquièmes, pour un mandat de cinq ans. Douze d'entre eux doivent être juges ou magistrats.

84. Le Tribunal suprême. Le Tribunal suprême est l'organe juridictionnel suprême de l'État excepté en ce qui concerne les garanties constitutionnelles, qui relèvent du Tribunal constitutionnel. Son président, qui préside également le Conseil général du pouvoir judiciaire, est nommé par le Roi sur proposition de ce conseil.

85. Le Procureur général de l'État. Le Procureur général de l'État est nommé par le Roi sur proposition du Gouvernement et après consultation du Conseil général du pouvoir judiciaire. Le ministère public a pour fonctions de mettre en mouvement l'action de la

justice pour défendre les droits des citoyens et l'intérêt public protégé par la loi, d'office ou à la demande des intéressés. Il est également chargé de veiller à l'indépendance des tribunaux et de rechercher devant ceux-ci la satisfaction de l'intérêt public. Il peut interjeter le recours en *amparo*.

86. L'organisation territoriale de l'État : communautés autonomes et villes ayant statut d'autonomie. La Constitution de 1978 reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des nationalités et des régions qui composent la nation espagnole, ainsi que la solidarité par laquelle elles sont liées. L'application des dispositions constitutionnelles a conduit à une profonde transformation de l'organisation territoriale de l'État, avec la création de 17 communautés autonomes et de deux villes autonomes (Ceuta et Melilla). En conséquence, le pouvoir politique et administratif a été redistribué entre les institutions centrales et les institutions autonomes. L'Espagne est ainsi devenue l'un des pays les plus décentralisés d'Europe, tout en renforçant sa cohésion et sa solidarité, ce qui a favorisé le développement harmonieux des diversités politiques sociales et culturelles qui constituent la réalité historique du pays. Le processus a également rapproché les citoyens des institutions, amélioré la qualité de la démocratie et contribué de façon notable au progrès économique, social et culturel important que l'Espagne a accompli. Chaque communauté autonome possède son propre statut d'autonomie, adopté par une loi organique qui constitue le texte institutionnel fondamental de la communauté et régit des éléments essentiels tels que les compétences de celle-ci, l'organisation et le fonctionnement de son Parlement et de son Gouvernement, son administration, les signes de son identité et les éléments distinctifs tels que la langue ou le droit civil, ainsi que ses relations avec l'État et les autres communautés autonomes. La répartition des compétences entre l'État et les communautés autonomes repose sur la distinction entre compétences exclusives de l'État ou des communautés autonomes, compétences partagées entre l'État et les communautés autonomes et compétences assumées en commun, dans lesquelles l'État comme les communautés autonomes peuvent intervenir. Les compétences exclusives – de l'État et des communautés autonomes – comprennent le pouvoir législatif et la capacité d'exécution. Les compétences partagées peuvent supposer une répartition différente du pouvoir législatif et réglementaire entre l'État et les communautés autonomes ; dans ce cas, ces dernières gardent en général la compétence d'exécution. S'il survient un conflit de compétences, il appartient au Tribunal constitutionnel de statuer, comme dans d'autres États politiquement décentralisés. Le système de gouvernement des communautés autonomes est parlementaire et leurs institutions fondamentales sont le Parlement, le Président de la Communauté et le Gouvernement autonome. En ce qui concerne l'économie et les finances, les communautés autonomes jouissent d'une grande indépendance de gestion et ont la faculté d'adopter leur propre budget annuel et de déterminer leurs propres ressources en fixant les impôts, taxes, surtaxes, contributions spéciales et prix publics.

87. Outre les taxes et les recettes fiscales qu'elles perçoivent intégralement ou partiellement, les communautés autonomes reçoivent aussi des ressources financières transférées par le Fonds de garantie des services publics essentiels et le Fonds de suffisance. Elles peuvent aussi bénéficier des Fonds de convergence financés par l'État pour améliorer l'équilibre territorial et contribuer à l'égalité et à l'équité. Ainsi, le modèle de financement et les divers mécanismes financiers qui le composent ont pour but de garantir la solidarité interterritoriale et le même niveau minimal de prestation des services publics essentiels sur tout le territoire. Les ressources fournies aux communautés autonomes par le système de financement sont complétées par d'autres sources de financement comme les impôts locaux, les transferts du budget général de l'État ou des fonds de l'Union européenne. La structure de ce système de financement résulte du développement de l'« État des autonomies » en Espagne, qui fait de celle-ci l'un des pays les plus décentralisés de l'OCDE, devant des pays de tradition fédérale.

88. Les entités locales. D'après les derniers chiffres officiels de la population, au 1^{er} janvier 2018 (décret royal n° 1458/2018 du 14 décembre 2018) l'Espagne compte 50 provinces et 8 124 communes, très inégales en termes de taille et de nombre d'habitants. Ainsi, 4 991 communes (soit 61,44 %) ont moins de 1 000 habitants et 6 825 (84,01 %) moins de 5 000 habitants. Seules 145 communes (1,78 % du total) ont une population supérieure à 50 000 habitants. En termes d'organisation, les institutions de gouvernance et d'administration sont les *ayuntamientos* (conseils municipaux) pour les communes, les

diputaciones (conseils généraux) ou d'autres organes représentatifs pour les provinces ; et les *cabildos* (Canaries) et les *consejos insulares* (Baléares) pour les îles. Les conseils municipaux sont composés du maire, qui préside le conseil, des adjoints au maire, du conseil exécutif et du conseil plénier composé de tous les conseillers, élus directement au scrutin proportionnel par les habitants de la commune, sur des listes ouvertes pour les communes de moins de 250 habitants et sur des listes fermées pour les communes de plus de 250 habitants. Le maire est élu à la majorité absolue des conseillers municipaux. Si la majorité n'est pas obtenue, est proclamé maire le conseiller en tête de la liste qui a recueilli le plus de voix ou, s'il s'agit de communes avec listes ouvertes, le conseiller qui a obtenu le plus grand nombre de voix lors de l'élection des conseillers. Certaines communes fonctionnent en régime de conseil ouvert, système spécial dans lequel les habitants ayant qualité d'électeurs élisent directement le maire au scrutin majoritaire, ce qui constitue un exemple d'authentique démocratie directe. Ce régime particulier de gouvernance et d'administration existe dans les communes qui choisissent de l'appliquer volontairement par tradition et dans celles qui, avec l'approbation de la communauté autonome, sont incitées à l'adopter en raison de leur situation géographique, pour améliorer la gestion des intérêts communaux ou pour d'autres raisons. Le droit de vote et le droit de se présenter aux élections municipales sont accordés aux électeurs espagnols mais aussi aux ressortissants de l'Union européenne qui résident en Espagne, dans les mêmes conditions que les Espagnols, ainsi qu'aux autres étrangers résidant en Espagne, dès lors que leur pays d'origine reconnaît aux Espagnols le droit de voter (ou de se présenter, le cas échéant) à ces mêmes élections, selon les termes d'un traité (voir art. 13.2, de la Constitution et art. 176 et 177 de la loi organique n° 5/1985 du 19 juin 1985 relative au régime électoral général). Les conseillers généraux des provinces sont élus par et parmi les conseillers municipaux de la province. Leur principale fonction consiste à apporter assistance et coopération aux communes, en particulier à celles qui ont des ressources et une capacité de gestion réduite, et à garantir la prestation des services minimaux obligatoires que la loi impose aux communes. Les *cabildos* et les *consejos insulares* sont les organes de gouvernance et d'administration des îles Canaries et des îles Baléares, respectivement.

Système de justice et données relatives à la criminalité

89. En 2017, 285 336 personnes adultes condamnées ont été inscrites au casier judiciaire national à la suite des jugements définitifs rendus et communiqués au casier cette année-là. Cela représente une augmentation de 5,08 % par rapport à l'année précédente, qui s'explique par le fait qu'à la suite d'une modification du Code pénal intervenue en 2015, les fautes ont été supprimées et sont devenues des infractions mineures.

90. Au total, 79,1 % des condamnés étaient des hommes, et 20,9 % des femmes. Le taux de condamnation pour 1 000 habitants (âgés de plus de 18 ans) a été de 7,5 %, soit 0,4 % de plus qu'en 2016.

91. La répartition des personnes condamnées par groupes d'âge montre que le groupe le plus représenté était celui des 18-20 ans, pour les hommes (28,5 % du total) comme pour les femmes (9,6 %).

92. L'âge moyen des personnes condamnées était de 36,9 ans (37 ans pour les hommes et 36,3 ans pour les femmes).

93. En 2017, les condamnés étaient, pour la plupart, de nationalité espagnole (77,3 % du total, contre 76,8 % l'année précédente). En ce qui concerne les étrangers condamnés, ils étaient pour la plupart originaires des pays de l'Union européenne (33 % du total).

94. Sur le nombre total de condamnés, 77,8 % avaient été reconnus coupables d'une seule infraction (contre 79,1 % l'année précédente) et 22,2 % de plusieurs infractions (contre 20,09 % en 2016).

95. En 2017, l'Andalousie était la communauté autonome enregistrant le plus grand nombre de personnes condamnées, avec 19,5 % du total, suivie de la Catalogne (15,7 %) et de la Communauté de Madrid (13,8 %).

96. La Catalogne était la communauté autonome enregistrant le plus grand nombre de condamnés étrangers (23,5 %), suivie par la Communauté de Madrid (17,9 %) et la Communauté de Valence (12,6 %).

97. Les villes autonomes de Ceuta et Melilla ont enregistré les taux les plus élevés de condamnés pour 1 000 habitants (respectivement 25,6 et 23,8). Les communautés autonomes de Castille-La Manche (5,5), de Castille-et-Léon (5,5) et d'Aragon (6,0) ont pour leur part enregistré les taux les plus bas.

98. En 2017, 394 301 infractions ont été enregistrées, soit 8,0 % de plus que l'année précédente. Le taux d'infractions pour 1 000 habitants a été de 10,3 % (contre 9,6 % en 2016), ce qui s'explique par le fait qu'à la suite d'une modification du Code pénal intervenue en 2015, les fautes ont été supprimées et sont devenues des infractions mineures.

99. Les infractions le plus souvent commises ont été les atteintes à la sécurité routière (23,8 % du total), les coups et blessures (16,6 %) et les vols (16,2 %). Il convient toutefois de souligner que le nombre d'infractions à la sécurité routière a diminué de 1,9 % par rapport à 2016.

100. Le nombre moyen d'infractions par personne condamnée a été de 1,4 (contre 1,3 en 2016). Ce nombre moyen, identique à celui l'année précédente, a été plus élevé chez les hommes (1,4) que chez les femmes (1,3).

101. Sur le total des infractions commises, 89,2 % ont été consommées et 10,4 % ont été tentées.

102. En 2017, 734 919 peines fermes ont été prononcées et inscrites au casier judiciaire, soit une augmentation de 1,6 % par rapport à l'année précédente et 5,7 % de plus qu'en 2016, ce qui s'explique par le fait qu'à la suite d'une modification du Code pénal intervenue en 2015, les fautes ont été supprimées et sont devenues des infractions mineures.

103. Parmi les peines (principales ou accessoires) prononcées, 20,5 % étaient des peines privatives de liberté, 46,0 % des peines privatives d'autres droits et 33,4 % des amendes.

104. La plus fréquente des peines privatives d'autres droits était l'interdiction spéciale d'exercer une profession (15,5 % du total des peines). Pour les peines privatives de liberté, la plus fréquemment prononcée était l'emprisonnement (19,8 % du total).

105. Les peines privatives d'autres droits représentaient 48,9 % des peines prononcées à l'encontre des hommes et 30,3 % des peines prononcées à l'encontre des femmes.

106. Quant aux peines privatives de liberté, elles représentaient 21 % des peines prononcées à l'encontre des hommes (20,3 % étaient des peines de prison) et 17,7 % des peines prononcées à l'encontre des femmes (17,0 % étaient des peines de prison).

107. En ce qui concerne la nationalité, les peines privatives de liberté ont été plus fréquentes chez les étrangers (21,8 % du total) que chez les Espagnols (20,1 %). Plus précisément, 21,4 % du total des peines prononcées à l'encontre des étrangers étaient des peines de prison, contre 19,3 % pour les Espagnols.

Statistiques relatives aux mineurs

108. En 2017, 13 643 mineurs (âgés de 14 à 17 ans) condamnés à des peines définitives ont été inscrits au casier judiciaire des mineurs, ce qui représente une augmentation de 5,5 % par rapport à l'année précédente.

109. Le taux de mineurs âgés de 14 à 17 ans condamnés a été de 7,5 pour 1 000 habitants appartenant à ce même groupe d'âge contre 7,2 l'année précédente.

110. Sur le nombre total de mineurs condamnés, 79,3 % étaient des garçons et 20,7 % des filles. Par rapport à l'année précédente, le nombre de mineurs condamnés a augmenté de 9,4 % pour les filles et de 4,6 % pour les garçons. Par âge, les mineurs de 17 ans étaient les plus nombreux (30 % du total) suivis par les mineurs de 16 ans (28,7 %).

111. Les mineurs condamnés étaient en majorité de nationalité espagnole (80,6 %). Le taux de mineurs condamnés (pour 1 000 habitants âgés de 14 à 17 ans) a été presque trois fois plus élevé pour les mineurs étrangers (17,8) que pour les mineurs espagnols (6,5).

112. En 2017, 23 050 infractions commises par des mineurs ont été enregistrées, soit 4,8 % de plus que l'année précédente. Les infractions les plus souvent commises étaient les coups et blessures (24,6 %), les vols aggravés (21,7 %) et les vols (12,9 %).

113. En 2017, les juges ont ordonné 22 916 mesures, soit une augmentation de 6,5 % par rapport à l'année précédente. Parmi ces mesures, la liberté surveillée est arrivée en tête avec 42,6 % du total, suivie des travaux d'intérêt général (15,4 %) et de la détention en régime semi-ouvert (11,6 %). En ce qui concerne la nationalité, on observe qu'en termes relatifs la détention en régime fermé et la détention en régime semi-ouvert ont été plus souvent prononcées à l'encontre des mineurs étrangers (16,6 % et 45,5 % du total, respectivement) que des mineurs espagnols (10,3 % et 41,7 %). À l'inverse, les travaux socioéducatifs et les travaux d'intérêt général ont été moins souvent imposés à des mineurs étrangers (8,4 % et 11,9 % du total, respectivement) qu'à des mineurs espagnols (12,0 % et 16,3 %).

II. Cadre général de la protection et de la promotion des droits de l'homme

A. Acceptation des normes internationales relatives aux droits de l'homme

114. L'Espagne est partie aux principaux instruments relatifs aux droits de l'homme. Elle a accepté d'être liée par des obligations étendues en matière de protection des droits de l'homme et est soumise à l'autorité des organes internationaux de surveillance de l'application de ces instruments. La Cour européenne des droits de l'homme, qui veille à l'application de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, est particulièrement importante pour l'Espagne. L'Espagne a ratifié les instruments multilatéraux relatifs aux droits de l'homme énumérés ci-après.

115. Nations Unies :

- Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ;
- Convention relative au statut des réfugiés et Protocole relatif au statut des réfugiés ;
- Convention sur les droits politiques de la femme ;
- Convention relative au statut des apatrides ;
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques et Protocoles facultatifs s'y rapportant ;
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et Protocole facultatif s'y rapportant ;
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ;
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et Protocole facultatif s'y rapportant ;
- Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (l'Espagne a fait la déclaration prévue à l'article 22, reconnaissant la compétence du Comité contre la torture pour recevoir et examiner des communications émanant de particuliers) et Protocole facultatif s'y rapportant ;
- Convention relative aux droits de l'enfant et Protocoles facultatifs s'y rapportant (concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ; concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés ; et établissant une procédure de présentation de communications) ;
- Statut de Rome de la Cour pénale internationale et Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale ;
- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier

des femmes et des enfants et Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer ;

- Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ;
- Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif s'y rapportant ;
- Convention sur les armes à sous-munitions ;
- Convention pour le contrôle du commerce international des armes et munitions et des matériels de guerre ;
- Convention sur la réduction des cas d'apatridie, adoptée à New York le 30 août 1961.

116. Conseil de l'Europe :

- Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- Protocole n° 4 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, reconnaissant certains droits et libertés autres que ceux figurant déjà dans la Convention et dans le premier Protocole additionnel à la Convention (Convention n° 46 du Conseil de l'Europe) ;
- Protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales concernant l'abolition de la peine de mort ;
- Protocole n° 7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Convention n° 117 du Conseil de l'Europe) ;
- Protocole n° 12 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'interdiction générale de la discrimination ;
- Protocole n° 13 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances ;
- Protocole n° 14 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention ;
- Protocole n° 15 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine : Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine ;
- Convention-cadre pour la protection des minorités nationales ;
- Charte européenne des langues régionales ou minoritaires ;
- Charte sociale européenne. L'Espagne a engagé la procédure de ratification de la Charte sociale européenne révisée. Le 1^{er} février 2019, le Conseil des ministres a pris un arrêté par lequel il remet la Charte sociale européenne révisée aux Cortes générales et autorise l'expression du consentement de l'Espagne à être liée ;
- Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains ;
- Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ;
- Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains ;
- Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique ;

B. Cadre juridique de la protection des droits de l'homme au niveau national

117. Le cadre général de la protection des droits de l'homme en Espagne est défini dans la section I du chapitre II du titre I (Droits et des devoirs fondamentaux) de la Constitution de 1978. L'article 53 de la Constitution établit le régime de garanties de ces droits, qui comporte les éléments suivants :

a) Une garantie normative : l'exercice de ces droits ne peut être régi que par une loi qui, « dans tous les cas, doit respecter leur contenu essentiel ». Les lois portant sur les droits fondamentaux et les libertés publiques doivent être des lois organiques, lesquelles sont adoptées, modifiées ou abrogées à la majorité du Congrès, par un vote final sur l'ensemble du projet (art. 81.1 et 81.2). Le Tribunal constitutionnel contrôle l'effectivité de cette garantie au moyen du recours en inconstitutionnalité contre les lois et les dispositions normatives ayant force de loi (art. 161.1 a)), lequel peut être introduit par le Président du gouvernement, le Défenseur du peuple, 50 députés, 50 sénateurs, les organes collégiaux délibérants des communautés autonomes et, le cas échéant, les assemblées de ces communautés (art. 162.1 a)). De plus, l'État ne peut manifester son consentement à être lié par un traité ou un accord sans l'autorisation préalable des Cortes générales lorsque ces textes ont une incidence sur les droits et devoirs fondamentaux énoncés au titre I de la Constitution (art. 94.1 c)). En outre, l'article 95 de la Constitution prévoit la possibilité pour le Gouvernement ou l'une ou l'autre des chambres des Cortes générales – Congrès des députés ou Sénat – de présenter une requête au Tribunal constitutionnel lorsqu'un instrument international comportant des dispositions contraires à la Constitution va être conclu. La requête peut donner lieu à une déclaration du Tribunal constitutionnel se prononçant sur la constitutionnalité de l'instrument international, conformément aux dispositions de l'article 78 du titre VI de la loi organique n° 2/1979 du 2 octobre 1979 relative au Tribunal constitutionnel ;

b) Une protection juridictionnelle, par la voie du recours ordinaire en *amparo* : tout citoyen peut saisir les tribunaux ordinaires d'une demande de protection des libertés et des droits reconnus à l'article 14 et à la section I du chapitre II de la Constitution.

118. Initialement, le régime procédural relatif à cette protection était établi par la loi n° 62/1978 du 26 décembre 1978 « portant protection juridictionnelle des droits fondamentaux de la personne ». Cette loi était antérieure à la Constitution mais la deuxième disposition transitoire de la loi organique relative au Tribunal constitutionnel établissait qu'elle resterait applicable tant que les dispositions de l'article 53.2 de la Constitution ne seraient pas en vigueur. Nonobstant ce qui précède, les lois de procédure espagnoles ont instauré des procédures spéciales pour la protection des droits fondamentaux dans chacun des ordres juridictionnels (civil, pénal, contentieux administratif, travail) qui ont entraîné l'abrogation progressive de la loi susmentionnée, soit par la modification de lois existantes, comme la loi de procédure criminelle, soit par l'adoption de nouvelles lois, comme la loi n° 36/2011 du 10 octobre 2011 portant règlement de la juridiction sociale, la loi n° 29/1998 du 13 juillet 1998 portant règlement de la juridiction contentieuse administrative ou la loi de procédure civile (loi n° 1/2000 du 7 janvier 2000).

119. Par ailleurs, la loi organique n° 6/1985 du 1^{er} juillet 1985 relative au pouvoir judiciaire (art. 7.1) dispose que les droits et libertés reconnus au chapitre II du titre I de la Constitution lient dans leur intégralité tous les juges et tous les tribunaux, qui doivent en assurer la protection effective. L'article 5.4 de cette loi dispose que « dans tous les cas où, en vertu de la loi, le recours en cassation est ouvert, une infraction à une règle constitutionnelle suffit à fonder ledit recours ».

120. Après épuisement des procédures judiciaires, les citoyens peuvent saisir le Tribunal constitutionnel d'un recours individuel en *amparo* (art. 53.2 de la Constitution). Le recours en *amparo* auprès du Tribunal constitutionnel est régi par les articles 161.1 b) et 162.1 b) de la Constitution, ainsi que par les articles 41 à 58 de la loi organique relative au Tribunal constitutionnel qui disposent (art. 41.1) que les droits et libertés reconnus aux articles 14 à 29 peuvent faire l'objet du recours constitutionnel en *amparo*, dans les cas et selon les modalités prévues par cette loi, sans préjudice de la protection générale confiée aux

tribunaux ordinaires. La même protection est accordée à l'objection de conscience, reconnue à l'article 30 de la Constitution. Pour former un recours en *amparo* devant le Tribunal constitutionnel, il faut d'abord avoir épuisé les voies de recours ordinaires (décisions du Tribunal constitutionnel n^{os} 73/1982, 29/1983 et 30/1984, notamment). Il convient de mentionner à ce propos la modification apportée par la loi organique n^o 6/2007 du 24 mai 2007 à l'article 241 de la loi organique n^o 6/1985 du 1^{er} juillet 1985 relative au pouvoir judiciaire, en ce qui concerne l'obligation de demander l'annulation d'un acte de procédure auprès des tribunaux ordinaires avant de former un recours constitutionnel en *amparo* dans les cas de violation des droits fondamentaux visés à l'article 53.2 de la Constitution, si cela n'a pas été fait avant que soit rendue la décision qui met fin à la procédure.

121. Sont habilités à introduire un recours constitutionnel en *amparo* la personne directement lésée par la disposition ou l'acte administratif ou qui a été partie à la procédure judiciaire, ainsi que le Défenseur du peuple et le ministère public, lequel est toujours partie à la procédure de recours en *amparo* (loi organique relative au Tribunal constitutionnel, art. 46.1 a), 46.1 b) et 47.2). Selon l'article 54 de la Constitution, le Défenseur du peuple est un « haut mandataire des Cortes générales désigné par celles-ci pour défendre les droits visés par le titre I de la Constitution ; à cette fin, il peut contrôler les activités de l'administration et fait rapport aux Cortes générales ». Outre cette fonction de contrôle de l'action de l'administration, le Défenseur du peuple, en qualité de garant des droits individuels, peut former des recours en protection (*amparo*) des droits individuels (art. 162 de la Constitution et art. 46 de la loi organique relative au Tribunal constitutionnel). Il a également pour mission de coordonner l'action des institutions similaires existant dans les communautés autonomes (*Síndics des Greuges* en Catalogne, dans la Communauté de Valence et les îles Baléares, Défenseur du peuple en Andalousie et en Navarre, *Ararteko* au Pays basque, *Valedor do Pobo* en Galice, *Diputado del Común* aux Canaries, *Justicia Mayor* en Aragon, *Procurador del Común* en Castille-et-León). Cette institution se révèle d'une grande efficacité pour protéger les droits de l'homme, comme en témoigne le nombre élevé de plaintes dont elle est saisie.

122. L'augmentation du nombre de recours en *amparo*, dont un grand nombre était dénué de véritable fondement, menaçait de paralyser ou, à tout le moins, de ralentir, le fonctionnement du Tribunal constitutionnel. Afin d'accélérer la procédure, la loi organique n^o 6/2007 du 24 mai 2007 prévoit que le requérant est tenu de démontrer que l'objet du recours possède une importance constitutionnelle spéciale en raison de son importance pour l'interprétation, l'application ou l'efficacité générale de la Constitution et justifie qu'une décision sur le fond soit prise par le Tribunal constitutionnel. L'« importance constitutionnelle spéciale » prévue à l'article 50.1 b) de la loi organique relative au Tribunal constitutionnel, qui constitue le critère de fond ou matériel déterminant la recevabilité du recours, est l'élément le plus novateur ou la « caractéristique la plus distinctive » (décision ATC n^o 188/2008 du 21 juillet 2008, fondement juridique 3) de cette réglementation du recours en *amparo*. Ainsi, pour que le recours soit recevable, il ne suffit pas qu'il ait été porté atteinte à un droit fondamental ou à une liberté publique du requérant pouvant faire l'objet d'un *amparo* (art. 53.2 et 161.1 b) de la Constitution et art. 41 de la loi organique relative au Tribunal constitutionnel). Il est en outre indispensable que l'« importance constitutionnelle spéciale » du recours soit démontrée (art. 50.1 b)).

123. En parallèle, le champ de l'incident de nullité de la procédure a été étendu par la première disposition finale de la loi n^o 6/2007 portant réforme de la loi organique relative au Tribunal constitutionnel, en vertu de laquelle il peut être recouru à cet instrument procédural pour obtenir une protection contre toute atteinte aux droits visés à l'article 53.2 de la Constitution espagnole. Ces deux réformes sont complémentaires, la limitation du recours en *amparo* étant compensée par l'élargissement du champ de l'incident de nullité de la procédure. Ces dernières années, le nombre d'affaires examinées est passé de 10 410 (2008) à 6 186 (2017).

124. Le ministère public est le garant de la légalité, conformément à l'article 124 de la Constitution, selon lequel « le ministère public a pour mission de promouvoir l'action de la justice pour défendre la légalité, les droits des citoyens et l'intérêt public protégé par la loi, d'office ou à la demande des intéressés, de veiller à l'indépendance des tribunaux et de

rechercher devant ceux-ci la satisfaction de l'intérêt public » et exerce ses fonctions au moyen de ses propres organes, conformément aux principes de l'unité d'action et de la dépendance hiérarchique et, dans tous les cas, à ceux de la légalité et de l'impartialité. Les attributions du ministère public sont énoncées en détail dans son statut organique (établi par la loi n° 50/1981 du 30 décembre 1981, dont la dernière réforme importante a été portée par la loi n° 24/2007 du 9 octobre 2007), dont l'article 3 prévoit qu'il doit :

- Paragraphe 3 : Veiller au respect des institutions constitutionnelles, des droits fondamentaux et des libertés publiques en engageant toutes les actions nécessaires pour les défendre ;
- Paragraphe 11 : Prendre part aux procédures judiciaires d'*amparo* et aux actions en inconstitutionnalité dans les cas et selon les modalités prévues par la loi organique relative au Tribunal constitutionnel ;
- Paragraphe 12 : Introduire le recours constitutionnel en *amparo* et prendre part aux actions devant le Tribunal constitutionnel pour défendre la légalité, selon les modalités établies par la loi (cette fonction s'exerce conformément à l'article 46 de la loi organique n° 2/1979 du 3 octobre 1979 relative au Tribunal constitutionnel et aux dispositions des articles 42 à 45 de cette même loi relatives aux personnes ayant faculté pour former un recours constitutionnel en *amparo* et aux cas dans lesquels elles peuvent le faire).

125. Le Règlement du Congrès des députés du 10 février 1982 définit, en ses articles 40 à 53, les compétences respectives de la Commission permanente constitutionnelle et de la Commission permanente des requêtes, cette dernière étant chargée d'examiner les requêtes individuelles ou collectives soumises au Congrès et de décider, pour chacune d'entre elles, si elle doit être transmise : a) au Défenseur du peuple ; b) à la Commission du Congrès compétente pour la matière sur laquelle porte la plainte ; et c) au Sénat, au Gouvernement, aux tribunaux, au ministère public ou à l'administration publique responsable. Le Règlement du Sénat, du 26 mai 1982, prévoit aussi la constitution de commissions chargées de promouvoir et de protéger les droits de l'homme (art. 49 à 68).

126. Le respect des droits de l'homme est renforcé par l'application de l'article 10.2 de la Constitution, qui impose d'interpréter « les dispositions relatives aux libertés et aux droits fondamentaux reconnus par la Constitution [...] conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux traités et accords internationaux sur les mêmes matières ratifiés par l'Espagne ». On ne saurait brosser un tableau complet du système de protection des droits civils et politiques sans évoquer la garantie internationale que représente la ratification par l'Espagne de divers instruments internationaux de défense de ces droits et des protocoles s'y rapportant.

127. En ce qui concerne les droits économiques, sociaux et culturels, et particulièrement le droit à la santé, la Constitution de 1978 consacre, en ses articles 41, 43, 49 et 51 le droit de tous les citoyens à la protection effective de la santé, ainsi qu'à des soins de santé équitables, efficaces et de la meilleure qualité possible. Ces dispositions représentent un grand progrès social car elles reconnaissent que le droit aux soins de santé est un droit universel, objectif, personnel et non contributif, et garantissent à la fois l'égalité du contenu du droit pour chacun, sans discrimination aucune, et l'accès équitable aux prestations offertes. La réglementation applicable aux mesures visant à réaliser le droit à la protection de la santé est énoncée dans un ensemble de textes juridiques ayant force de loi, à savoir : la loi générale relative à la santé (1986), la loi relative à la cohésion et à la qualité du système national de santé (2003), la loi relative aux garanties et à l'utilisation rationnelle des médicaments (2006), la loi générale relative à la santé publique (2011) et le décret-loi royal relatif à l'accès universel au système national de santé (2018) garantissant la protection de la santé et la prise en charge sanitaire en tant que droits fondamentaux de la personne. La loi générale relative à la santé (1986) consacre le mandat constitutionnel, selon lequel la coordination sanitaire générale incombe à l'État, qui doit adopter des mesures en vue de faciliter l'échange d'informations, la cohérence technique et l'action conjointe afin de coordonner les activités individuelles au sein du système national de santé. Cette loi porte création d'un système national de santé garantissant une couverture universelle et doté d'une structure essentiellement publique financée par le budget général de l'État, composée

de l'ensemble des services de santé assurés par l'administration publique nationale et par les communautés autonomes. L'objectif de la loi générale relative à la santé est de réglementer l'ensemble des mesures permettant de donner effet au droit à la protection de la santé consacré par la Constitution. Enfin, le décret-loi royal relatif à l'accès universel au système national de santé (2018) garantit la protection de la santé et la prise en charge sanitaire en tant que droits fondamentaux de la personne. Il dispose que toutes les personnes qui résident en Espagne ont droit à la protection de la santé et à la prise en charge sanitaire et permet aux étrangers non enregistrés ou autorisés comme résidents en Espagne d'y accéder dans les mêmes conditions que les personnes de nationalité espagnole.

128. Par ailleurs, la Constitution espagnole de 1978 consacre le droit de tous les citoyens à un logement convenable et adapté et dispose que les pouvoirs publics sont tenus d'instaurer les conditions et les règles voulues pour donner effet à ce droit. Il convient cependant de préciser qu'en application de l'article 148.1.3 de la Constitution espagnole, les communautés autonomes exercent une compétence exclusive en matière d'« aménagement du territoire, d'urbanisme et de logement », conformément à leur statut d'autonomie. Les communautés autonomes ont ainsi adopté leurs propres lois dans ces domaines. Sur certaines questions, l'État ne peut réglementer que les « bases et la coordination de la planification générale de l'activité économique » (art. 149.1.13) et doit laisser une marge d'action aux autorités des communautés autonomes. Sur d'autres questions, la réglementation relève exclusivement des communautés autonomes, sans que l'État puisse intervenir. Depuis l'entrée en vigueur de la Constitution et jusqu'à ces dernières années, les instruments utilisés directement par l'État pour intervenir et définir sa politique du logement sont de deux types : les incitations fiscales et les plans nationaux en faveur du logement.

129. Le principal organe chargé de la politique extérieure de promotion et de protection des droits de l'homme au sein de l'administration espagnole est le Bureau des droits de l'homme de la Direction générale des Nations Unies et des droits de l'homme (Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération). Créé en 1983, il a les attributions suivantes :

- Formuler des conseils sur des questions relatives aux droits de l'homme ;
- Établir des rapports sur le respect international des droits de l'homme ;
- Promouvoir une plus grande coordination en matière de droits de l'homme entre les diverses directions du Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération ;
- Organiser la participation de l'Espagne aux réunions et conférences internationales consacrées aux droits de l'homme ;
- Entretenir des relations avec les services gouvernementaux homologues et avec les organisations non gouvernementales dans le domaine des droits de l'homme ;
- Veiller à l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'Espagne ;
- Promouvoir des études et des activités dans son domaine de compétence.

130. Enfin, depuis août 2018, la Direction générale de la coopération juridique internationale, des relations avec les religions et des droits de l'homme (Ministère de la justice) est chargée de :

- Coordonner les compétences du Ministère de la justice dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme au niveau de l'ordre juridique espagnol et permettre d'évaluer l'impact sur les droits de l'homme des mesures prises, dans le cadre des compétences réglementaires de ce ministère ;
- Proposer des mesures législatives ou des pratiques administratives permettant d'apporter une réponse aux problèmes soulevés de manière réitérée dans les constatations adressées à l'Espagne par les organes conventionnels dont celle-ci a reconnu la compétence pour examiner des communications présentées par des particuliers.

C. Cadre de la promotion des droits de l'homme au niveau national

131. Le Bureau des droits de l'homme de la Direction générale des Nations Unies et des droits de l'homme organise tous les ans un séminaire sur les droits de l'homme, en collaboration avec l'École de diplomatie du Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération. La dernière édition (XII^e) de ce séminaire s'est tenue du 26 au 30 novembre 2018 et a porté sur les femmes et les hommes défenseurs des droits de l'homme.

132. Depuis 2004, par l'intermédiaire de subventions publiques, l'Espagne favorise la participation de la société civile à la planification, à la promotion et à la diffusion de la politique étrangère. Les subventions et les aides publiques constituent l'un des principaux outils employés pour mener des actions utiles à la mise en œuvre de la politique étrangère de l'Espagne en matière de droits de l'homme, dans le cadre des compétences du Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération. Chaque année, 20 à 30 projets concernant la diffusion des droits de l'homme peuvent être subventionnés, pour un budget annuel estimé de 180 000 euros.

133. Le 3 juillet 2018, dans le cadre de la Commission des affaires constitutionnelles du Congrès, la Vice-présidente du Gouvernement a annoncé le lancement de l'élaboration du deuxième Plan relatif aux droits de l'homme. Il est prévu d'inclure dans ce plan un organe national de coordination (*standard national coordinating body*) ainsi que des indicateurs des droits de l'homme.

134. Ces cinq dernières années, le Gouvernement a adopté ou continué de mettre en œuvre différents plans sectoriels parmi lesquels on peut citer, à titre d'exemple, le Plan stratégique national en faveur de l'enfance et de l'adolescence, le Plan national d'action pour l'inclusion sociale, le Plan stratégique pour l'égalité des chances, la Stratégie nationale pour l'intégration sociale de la population gitane, la Stratégie espagnole sur le handicap, le Plan intégré de lutte contre la traite des femmes et des filles aux fins d'exploitation sexuelle, le Plan d'action national « Femmes, paix et sécurité », le Plan d'action national relatif aux entreprises et aux droits de l'homme, le Plan national en faveur du logement, le Plan stratégique de l'Inspection du travail et de la sécurité sociale et le Plan directeur de la coopération espagnole. Il est prévu d'y ajouter de nouvelles mesures ciblées et d'accorder une attention prioritaire à des groupes de population tels que les familles, les jeunes et les personnes âgées, en particulier lorsqu'ils se trouvent en situation de pauvreté et d'exclusion.

135. Le deuxième Plan stratégique national en faveur de l'enfance et de l'adolescence (2013-2016) est arrivé à son terme et a fait l'objet d'une évaluation. L'élaboration du troisième Plan stratégique national en faveur de l'enfance et de l'adolescence est en cours.

136. Le Plan national d'action pour l'inclusion sociale 2013-2016 est arrivé à son terme et a donné lieu à la publication d'un rapport de suivi et d'évaluation qui peut être consulté sur le site Web du Secrétariat d'État chargé des services sociaux.

137. Le Plan stratégique pour l'égalité des chances 2014-2016 a été évalué et soumis pour consultation au Conseil pour la participation de la femme. Les travaux portent actuellement sur l'élaboration du prochain plan.

138. Le Plan d'action de la Stratégie espagnole sur le handicap 2014-2020 a été adopté le 12 septembre 2014 en tant qu'instrument d'application de ladite stratégie. Le rapport correspondant à la première phase d'exécution de ce plan (2014-2016) a été présenté et approuvé par le Conseil national du handicap.

139. Le 18 septembre 2015, le Conseil des ministres a adopté le Plan intégré de lutte contre la traite des femmes et des filles aux fins d'exploitation sexuelle 2015-2018. Ce plan a été soumis pour examen au Forum social de lutte contre la traite aux fins d'exploitation sexuelle, lors de la réunion qui s'est tenue le 7 mai 2015.

140. Le deuxième Plan d'action national « Femmes, paix et sécurité », adopté par le Conseil des ministres le 28 juillet 2017 pour une durée de six ans, prévoit l'élaboration de rapports de suivi qui seront présentés au Parlement tous les deux ans.

141. Le Conseil des ministres a adopté le Plan d'action national relatif aux entreprises et aux droits de l'homme le 28 juillet 2017. Ce plan vise à mettre en œuvre les « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme » des Nations Unies, approuvés par le Conseil des droits de l'homme dans une résolution adoptée par consensus en juin 2014 (Résolution 17/4 du Conseil des droits de l'homme).

142. Le Plan national en faveur du logement 2018-2021, adopté par le décret royal n° 106/2018 du 9 mars 2018, comporte 9 programmes prévoyant notamment des aides à la rénovation des bâtiments. En ce qui concerne la mise en œuvre du plan, le ministère signe des conventions avec toutes les communautés autonomes, qui sont seules compétentes en la matière et cofinancent les aides prévues par le plan.

143. Le Plan stratégique de l'Inspection du travail et de la sécurité sociale a été adopté en avril 2018 pour la période 2018-2020.

144. Le rapport de suivi du plan opérationnel (2014-2016) de la Stratégie nationale pour l'intégration sociale de la population gitane (2012-2020) a été publié en juin 2018. À la suite de ce rapport, le nouveau plan opérationnel (2018-2020) a été adopté, en coordination avec les différents départements ministériels de l'Administration générale de l'État, les communautés autonomes et les organisations sociales du Conseil national du peuple gitan.

145. Le Conseil des ministres a adopté le Plan d'action pour la mise en œuvre de « Programme 2030 – Vers une stratégie espagnole de développement durable » en juin 2018. Le cinquième Plan directeur de la coopération espagnole 2018-2021 se distingue également par son engagement en faveur Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.

146. Il convient aussi de souligner que le Haut-Commissariat pour la lutte contre la pauvreté des enfants a été créé en juin 2018 pour que la lutte contre l'exclusion des enfants devienne une priorité politique. Envisagée comme un investissement social, la lutte contre la pauvreté des enfants vise non seulement à respecter les instruments internationaux ratifiés par l'Espagne dans le domaine des droits de l'enfant mais aussi à favoriser l'égalité des chances dans la vie, à renforcer la cohésion sociale, à faciliter les relations sociales et à améliorer la compétitivité de l'économie espagnole. Le rôle de cet organisme consiste essentiellement à favoriser les initiatives visant à lutter contre les causes de la pauvreté des enfants, mais également contre les conséquences de la pauvreté installée. L'analyse de la pauvreté, de ses origines, de la manière dont elle se perpétue, de ses effets et conséquences permet de définir des initiatives visant à sensibiliser la société espagnole à ce grave problème et de concevoir des programmes d'action appelant l'ensemble des administrations publiques et les différents acteurs de la société civile à unir leurs efforts pour lutter contre ce fléau social.

147. D'autre part, le Haut-Commissariat en charge de l'Agenda 2030 a été créé pour coordonner les actions concourant à réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies. Il est chargé d'assurer le suivi des actions menées par les organes compétents de l'Administration générale de l'État pour atteindre ces objectifs, d'encourager l'élaboration et le développement de plans et stratégies à cet effet, et d'évaluer, vérifier et diffuser les progrès accomplis en la matière.

148. L'élaboration de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour la période 2019-2023 sera bientôt achevée ; son adoption est prévue pour le premier semestre de l'année en cours. Cette stratégie contribuera à la réalisation des objectifs de la Stratégie Europe 2020. Elle applique les principes du Socle européen des droits sociaux, respecte les Objectifs de développement durable et l'Agenda 2030 des Nations Unies, participe à la mise en œuvre du Plan d'action de cet agenda, en particulier en ce qui concerne l'objectif 1, et constitue l'un des principaux leviers politiques dans le domaine prioritaire de la prévention et de la lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale.

D. Processus d'établissement des rapports

149. Les rapports sont établis conformément aux directives générales concernant la forme et la teneur des rapports que les États parties doivent présenter aux organes de l'ONU.

150. L'élaboration des rapports exige un effort collectif important de la part de diverses institutions publiques et privées et de divers groupes sociaux. De nombreux ministères ont pris part à l'élaboration du présent rapport : Ministère de la Présidence, des relations avec les Cortes et de l'égalité, Ministère de la justice, Ministère de l'intérieur, Ministère de l'équipement, Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle, Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale, Ministère de la transition écologique, Ministère de la culture et des sports, Ministère de l'économie et des entreprises, Ministère de la santé, de la consommation et du bien-être social, Ministère de la science, de l'innovation et des universités. L'Institut national de statistique et le Haut-Commissariat en charge de la lutte contre la pauvreté des enfants y ont également pris part. L'élaboration du rapport a été coordonnée par le Bureau des droits de l'homme du Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, qui est chargé notamment de surveiller l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par l'Espagne.

151. L'Espagne est à jour en ce qui concerne son obligation de présenter des rapports périodiques aux divers organes conventionnels. Ces cinq dernières années, elle a présenté des rapports périodiques au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (2014), au Comité des droits de l'enfant (2016), au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (2017) et au Comité des droits des personnes handicapées (2018). En 2019, elle présentera des rapports périodiques au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, au Comité contre la torture et au Comité des disparitions forcées ; le Comité des droits des personnes handicapées examinera le rapport que l'Espagne lui a soumis en 2018.

152. La situation des droits de l'homme en Espagne a été examinée dans le cadre du deuxième cycle de l'Examen périodique universel (EPU) le 21 janvier 2015, lors de la 29^e session du Conseil des droits de l'homme. Sur les 189 recommandations qui lui ont été adressées, l'Espagne en a accepté 169 (dont 5 partiellement) et en a noté 25 (dont 5 partiellement). Lors de l'Examen, l'Espagne s'est engagée à informer le Groupe de travail de l'EPU sur les progrès réalisés en lui présentant un rapport à mi-parcours. Ce rapport, présenté en décembre 2018 devant le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme met à jour les renseignements fournis par l'Espagne en 2015. Il décrit les progrès réalisés entre janvier 2015 et juin 2018 dans la mise en œuvre de chacune des recommandations ainsi que les mesures qui doivent être prises prochainement. Les principaux points de ce document ont été communiqués aux organisations de la société civile et au Bureau du Défenseur du peuple. En outre, l'Espagne a pris en compte les dispositions de la résolution 35/29 du Conseil des droits de l'homme et du rapport du Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme qui en a résulté et, afin d'améliorer le rôle des parlements dans la promotion et la protection des droits de l'homme au niveau national, a encouragé la participation du Parlement à la présentation du présent rapport, en annexe duquel figurent les renseignements fournis par le Congrès des députés et le Sénat.

E. Autres informations relatives aux droits de l'homme

153. L'Espagne s'est fermement engagée à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. Elle est partie à 8 instruments internationaux fondamentaux et à 10 protocoles facultatifs. Elle a reconnu la compétence des organes conventionnels pour recevoir des communications présentées par des particuliers concernant les instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels elle est partie. L'Espagne a adressé une invitation ouverte et permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales mises en place par le Conseil des droits de l'homme. L'Espagne répond dans les délais aux communications remises par les rapporteurs spéciaux et assure le suivi des recommandations qu'ils formulent à l'issue de leurs visites.

154. Le 1^{er} janvier 2018, l'Espagne a entamé son deuxième mandat en tant que membre du Conseil des droits de l'homme (2018-2020). Parmi les thèmes prioritaires soutenus par l'Espagne au Conseil des droits de l'homme il convient de signaler, en premier lieu, la défense de la dignité humaine et de l'égalité des droits de l'homme pour tous. L'Espagne maintient avec fermeté une position hostile à la peine de mort et protège les individus contre toute forme de discrimination, notamment en luttant contre le racisme, la xénophobie et les formes d'intolérance qui y sont associées, et en favorisant l'égalité des sexes, la non-discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre et les droits des personnes handicapées. En deuxième lieu, l'Espagne affirme qu'une société civile libre et dynamique est un facteur essentiel pour le bon fonctionnement de la démocratie et soutient l'action des défenseurs des droits de l'homme. En troisième lieu, en matière de développement durable, l'Espagne continuera à œuvrer pour promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels (et notamment le droit à l'eau potable et à l'assainissement, éléments fondamentaux du droit à un niveau de vie suffisant, en faveur duquel l'Espagne a joué un rôle moteur au niveau international) et à travailler dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme.

155. L'Espagne œuvre activement pour que la science soit reconnue comme un droit de l'homme. À cet effet, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels prépare actuellement une observation générale sur le droit de chacun à bénéficier des progrès scientifiques, travail piloté par deux corapporteurs, dont le professeur espagnol Mikel Mancisidor. Sur proposition de l'Espagne, le droit à la science a également été inscrit dans la déclaration finale du Sommet ibéro-américain des chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenu en novembre 2018 au Guatemala, ce qui témoigne de l'important soutien régional à ce projet.

156. Des six priorités thématiques de la politique extérieure de l'Espagne en matière de droits de l'homme, cinq sont présentées plus en détail ci-après : la lutte contre la peine de mort, le droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement, les droits des personnes handicapées, les entreprises et les droits de l'homme et les défenseurs des droits de l'homme. Les priorités concernant la non-discrimination fondée sur le genre ou l'orientation sexuelle sont présentées dans la section consacrée à la non-discrimination.

Lutte contre la peine de mort

157. La lutte contre la peine de mort est l'une des priorités de la politique extérieure de l'Espagne en matière de droits de l'homme. Elle consiste notamment à appuyer la résolution relative à l'établissement d'un moratoire universel sur les exécutions capitales qui est soumise au vote de l'Assemblée générale des Nations Unies tous les deux ans, à favoriser le débat sur la peine capitale au Conseil des droits de l'homme et à prêter soutien à la Commission internationale contre la peine de mort. Créée à l'initiative de l'Espagne, cette commission, composée de personnalités indépendantes, ayant une compétence reconnue en la matière, siège à Madrid depuis juin 2016 ; sa valeur ajoutée réside dans sa capacité de dialogue à l'échelle internationale en faveur de la cause abolitionniste. L'Espagne lui apporte un soutien économique et politique par l'intermédiaire du groupe d'appui à la Commission. L'objectif de la politique de l'Espagne, en cohérence avec l'Union européenne, est d'encourager l'abolition de la peine de mort dans les régions où il n'y a pas d'exécutions capitales (Europe, à l'exception du Bélarus) et dans celles où le nombre d'exécutions diminue (Afrique subsaharienne). Les ambassades et consulats espagnols suivent les mesures prises par certains États pour réduire le nombre d'exécutions et suggèrent à d'autres États de prendre des mesures en ce sens. Ils s'appuient sur le fait que les mesures prises pour restreindre ou abolir la peine de mort sont très similaires quelles que soient les régions et les systèmes politiques. En 2018, l'Espagne s'est rendue dans des pays où la peine de mort existe encore pour établir des contacts bilatéraux ; elle a notamment été en contact avec la Cour constitutionnelle du Guatemala, qui a supprimé la condamnation à mort pour de nombreuses infractions, en invoquant le principe de légalité.

Droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement

158. La reconnaissance du droit fondamental à l'eau potable et à l'assainissement est devenue une priorité de la politique extérieure de l'Espagne en matière de droits de

l'homme. Cette initiative internationale, lancée par l'Allemagne et l'Espagne en 2006, a conduit le Conseil des droits de l'homme et l'Assemblée générale des Nations Unies à adopter chaque année des résolutions sur ce droit fondamental. Avec la dernière résolution, adoptée en septembre 2018 par le Conseil des droits de l'homme, la reconnaissance de ce droit a encore progressé. Il convient à cet égard d'insister sur deux points importants concernant la reconnaissance des droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement. En premier lieu, comme le reconnaît la résolution 70/169 de l'Assemblée générale, les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement sont étroitement liés mais présentent des caractéristiques distinctes qui méritent qu'on les traite séparément. En second lieu, il importe de définir toutes les dimensions de ces deux droits de l'homme : disponibilité, accessibilité physique, qualité, accessibilité économique et acceptabilité. L'Espagne appuie le mandat des différents rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur ce droit fondamental et continuera à le faire.

Droits des personnes handicapées

159. En ce qui concerne les droits des personnes handicapées, l'Espagne juge essentiel d'appuyer la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif s'y rapportant car ils mettent l'accent sur les droits de ces personnes et non plus sur les aspects touchant à la médecine et à la réadaptation, comme ce fut le cas par le passé.

160. Depuis la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, et particulièrement depuis 2011, l'Espagne a beaucoup travaillé, notamment sur le droit de vote des personnes handicapées, dont presque 100 000 personnes handicapées étaient privées sur l'ensemble du pays. La loi organique n° 2/2018 du 19 juin 2018 portant modification de la loi organique n° 5/1985 du 19 juin 1985 relative au régime électoral général en vue de garantir le droit de vote à toutes les personnes handicapées a été adoptée et publiée au Journal officiel le 6 décembre 2018, date qui coïncide avec le 40^e anniversaire de la Constitution espagnole. De plus, compte tenu des recommandations du Comité des droits des personnes handicapées, les travaux de mise en conformité de la législation interne avec l'article 12 de la Convention se sont intensifiés. Ces efforts ont abouti à l'avant-projet de loi élaboré par le Ministère de la justice pour modifier le droit civil et la procédure civile en ce qui concerne le handicap et donner la priorité à l'autogestion et à l'autonomie de la personne handicapée dans l'exercice de sa capacité juridique, de sa volonté, de ses souhaits et de ses préférences. L'administration judiciaire est maintenue, non pas pour modifier la capacité de la personne, mais pour mettre en place « un régime de protection légale adapté et les mesures d'accompagnement nécessaires, afin d'aider la personne handicapée à exercer sa capacité juridique et sa capacité d'exercice ».

Entreprises et droits de l'homme

161. Depuis 2016, l'Espagne, dans le cadre de l'Union européenne, participe de manière constructive aux sessions du Groupe de travail intergouvernemental établi par la résolution 26/9 du Conseil des droits de l'homme. Sans préjudice des réserves formulées sur certaines questions de fond (en particulier sur la limitation du champ d'application d'un futur instrument), le Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, s'agissant de cette question, a maintenu des contacts, directement ou par l'intermédiaire de la Mission permanente de l'Espagne à Genève, avec les représentants de la société civile qui participent au Groupe de travail intergouvernemental.

162. Le 28 juillet 2017, le Conseil des ministres a adopté le Plan d'action national relatif aux entreprises et aux droits de l'homme afin de mettre en œuvre les « Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme » des Nations Unies, approuvés par le Conseil des droits de l'homme dans une résolution adoptée par consensus en juin 2014 (Résolution 17/4 du Conseil des droits de l'homme). Le plan, adopté pour une durée de trois ans, prévoit la création d'une Commission de suivi, composée de représentants de divers départements ministériels, mise en place en février 2018. La Commission de suivi s'est réunie à deux reprises en 2018. La première réunion, en février 2018, a été consacrée au lancement de la Commission et à la désignation des représentants des divers départements ministériels. Lors de la deuxième réunion, en novembre 2018, les règles de fonctionnement de la Commission ont été adoptées et son plan de travail établi ; il

convient notamment de souligner l'élaboration d'une fiche de suivi pour chacune des mesures du plan d'action national. En décembre 2018, une réunion de la Commission de suivi s'est tenue avec des représentants de la société civile. L'objectif de cette réunion était d'établir un premier contact avec les représentants des organisations de la société civile au sens large (entreprises, ONG, syndicats, milieu universitaire, etc.) pour débattre des modes de collaboration qui pourraient être instaurés entre l'administration, les entreprises et la société civile en vue de la mise en œuvre du plan.

Défenseurs des droits de l'homme

163. En tant que membre de l'Union européenne, l'Espagne promeut l'application des Orientations de l'Union Européenne concernant les défenseurs des droits de l'homme, adoptées en 2004 et actualisées en 2008. Pendant sa présidence de l'Union européenne, l'Espagne a donné un élan décisif à la mise en œuvre de ces Orientations, avec la tenue d'une réunion annuelle de défenseurs des droits de l'homme et de diplomates, l'élaboration et de l'actualisation de stratégies locales pour promouvoir et protéger les activités des défenseurs des droits de l'homme, et la nomination d'un interlocuteur de l'Union européenne pour les défenseurs dans chaque pays tiers.

164. L'Espagne a soutenu fermement l'élaboration des lignes directrices de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe concernant la protection des défenseurs des droits de l'homme, publiées en 2014. Le Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération reste en contact étroit avec les organisations de la société civile spécialisées dans les droits de l'homme. Son programme d'accueil temporaire de défenseurs des droits de l'homme en situation de risque, créé en 1995, est considéré comme une bonne pratique au niveau international. Entre 1995 et 2018, plus de 300 défenseurs en ont bénéficié et il a étendu sa collaboration avec divers programmes d'accueil temporaire de défenseurs des droits de l'homme menacés : Programme asturien de prise en charge des victimes de violations des droits de l'homme en Colombie ; Programme basque de protection temporaire des défenseurs des droits de l'homme ; Programme de protection temporaire des défenseurs des droits de l'homme en danger, de la section espagnole d'Amnesty International ; Programme catalan de protection des défenseurs des droits de l'homme ; et Programme de la mairie de Barcelone pour l'accueil temporaire des défenseurs des droits de l'homme « Barcelone protège les journalistes mexicains ».

III. Informations concernant l'égalité et la non-discrimination

165. Le cadre constitutionnel général espagnol reprend largement les principes de l'égalité de traitement et de la non-discrimination. La Constitution espagnole dispose que les Espagnols sont égaux devant la loi, sans aucune discrimination fondée sur le sexe, la religion ou la race et fait de l'égalité une valeur supérieure de l'ordre juridique, qu'il incombe aux pouvoirs publics de garantir (art. 1.1, et, de manière plus spécifique, art. 14). L'article 9.2 énonce l'obligation des pouvoirs publics de lever les obstacles et de favoriser les conditions nécessaires à une égalité réelle et effective.

166. Les principaux organes de la politique publique intégrée dans ce domaine sont : le Secrétariat d'État chargé de l'égalité, rattaché au Ministère de la Présidence, des relations avec les Cortes et de l'égalité ; le Secrétariat d'État chargé des services sociaux et de l'égalité, rattaché au Ministère de la santé, de la consommation et des services sociaux ; le Secrétariat d'État chargé des migrations, rattaché au Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale, par l'intermédiaire de l'Observatoire espagnol de lutte contre le racisme et la xénophobie (OBERAXE) ; et le Bureau national de lutte contre les infractions motivées par la haine, qui dépend du Cabinet de coordination et d'études du Secrétariat d'État chargé de la sécurité, rattaché au Ministère de l'intérieur. En ce qui concerne les relations de travail, l'Inspection du travail et de la sécurité sociale, dans le cadre de ses compétences, vérifie que le principe d'égalité et de non-discrimination est respecté.

167. Rattaché au Ministère de la Présidence, des relations avec les Cortes et de l'égalité, le Secrétariat d'État chargé de l'égalité assume diverses fonctions, par l'intermédiaire de la

Direction générale de l'égalité de traitement et de la diversité. Entre autres, il coordonne les politiques de l'administration générale de l'État en matière d'égalité, de prévention et d'élimination de tout type de discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou l'idéologie, l'orientation ou l'identité sexuelles, l'âge, le handicap ou toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale. Il élabore aussi des politiques de coopération avec les administrations des communautés autonomes et des collectivités locales. Il est également chargé des missions suivantes : élaborer des rapports et des études, analyser, évaluer et diffuser les données statistiques concernant son domaine d'activité ; concevoir des mesures et des actions de sensibilisation sociale ; promouvoir des mesures destinées à aider et à protéger les personnes victimes de discrimination ; proposer des instruments de coopération pour définir le contenu des plans de formation du personnel administratif chargé de l'égalité de traitement et de la non-discrimination ; promouvoir l'égalité et la non-discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans le domaine éducatif, sans préjudice des compétences du Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle ; analyser le cadre législatif visant à lutter contre la discrimination des personnes LGBTI ; superviser le cadre législatif de protection concernant le travail et la non-discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, sans préjudice des compétences du Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale ; recueillir des données et procéder à des analyses statistiques sur les infractions motivées par la haine commises à l'égard des personnes LGBTI, en collaboration avec les ministères compétents en la matière ; mener des études sur la maltraitance dans les relations avec des personnes LGBTI ; promouvoir des campagnes de sensibilisation visant à lutter contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ; coordonner et assurer le suivi des politiques publiques au sein de l'Union européenne et des organismes internationaux compétents dans le domaine de la diversité.

A. Lutte contre le racisme et la xénophobie

168. La nouvelle loi organique n° 1/2015 du 30 mars 2015 a renforcé la répression des infractions motivées par la haine raciale ou antisémite, ou en rapport avec l'idéologie, la religion ou la conviction, la situation familiale, l'appartenance à une ethnie, une race ou une nation, l'origine nationale, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la maladie ou le handicap. Elle alourdit les peines applicables aux actes les plus graves et prévoit expressément la commission de ce type d'infractions par l'intermédiaire d'Internet ou des médias. D'autre part, la loi n° 4/2015 du 27 avril 2015 relative au statut des victimes énumère une série de droits sur le plan judiciaire et extrajudiciaire, ainsi que des mesures de protection destinées à toutes les victimes d'infractions. Cette loi constitue un instrument de protection des droits de l'homme avant, pendant et après la procédure pénale. Enfin, un projet de loi générale relative à la protection de l'enfance, actuellement à l'étude, introduit dans le Code pénal l'« aporophobie » (discrimination pour précarité sociale) en tant que circonstance aggravante générale, ainsi qu'une clause générique de motifs discriminatoires compatible avec le principe de spécificité et d'interdiction de l'analogie *in malam parte* propre au droit pénal, entre autres dispositions.

169. Conformément aux dispositions de l'article 6.3 du décret royal n° 816/2018, le Conseil pour l'élimination de la discrimination raciale ou ethnique est rattaché à la Direction générale de l'égalité de traitement et de la diversité. Créé et régi par l'article 22.2 de la loi n° 62/2003 relative aux mesures fiscales, administratives et sociales et par le décret royal n° 1262/2007 du 21 septembre 2007, modifié par le décret royal n° 1044/2009 du 29 juin 2009, ce Conseil est un organe collégial de l'administration rattaché au Secrétariat d'État chargé de l'égalité, bien que ne faisant pas partie de sa structure hiérarchique. Il lui incombe de promouvoir le principe d'égalité de traitement et de non-discrimination fondée sur l'origine raciale ou ethnique, en ce qui concerne l'éducation, la santé, les prestations et services sociaux, le logement et plus généralement l'offre et l'obtention de biens et de services, ainsi que l'emploi. À cette fin, le Conseil est chargé, entre autres missions qu'il exerce de manière indépendante, de porter assistance aux victimes de discrimination, de réaliser des études, d'élaborer des rapports et de formuler des recommandations.

170. L'Observatoire espagnol de lutte contre le racisme et la xénophobie est rattaché à la Direction générale de l'intégration humanitaire du Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale. Conformément aux dispositions du décret royal n° 903/2018 du 20 juillet 2018, il est chargé : de recueillir et d'analyser les informations sur le racisme et la xénophobie pour connaître la situation et la manière dont elle peut évoluer ; d'encourager le principe d'égalité de traitement et de non-discrimination ; de soutenir la lutte contre le racisme et la xénophobie ; et de collaborer avec les différents agents publics, privés, nationaux et internationaux qui mènent des activités de prévention et de lutte contre le racisme et la xénophobie. L'Observatoire intervient sur plusieurs fronts :

a) Il coordonne la Stratégie globale de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et autres formes d'intolérance associées. Adoptée par un arrêté du Conseil des ministres du 4 novembre 2011, celle-ci a été élaborée en consultation avec la société civile, ainsi que des experts des différents ministères et des experts externes. À partir d'un bilan de la situation, elle définit 41 objectifs et 129 mesures dans divers domaines. Le texte de la Stratégie est disponible sur Internet, en espagnol et en anglais ;

b) Il rassemble des informations sur les projets, enquêtes, ressources, rapports et études promus par le Secrétariat général en charge de l'immigration et de l'émigration et par d'autres départements ministériels, entités et institutions, afin de constituer une plateforme de connaissances permettant d'analyser et d'encourager les actions visant à lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et autres formes d'intolérance et contre les incidents et les infractions motivés par la haine. Ce travail est mené en collaboration avec les administrations publiques et les organisations de la société civile nationales, européennes et internationales. Le site Internet de l'Observatoire espagnol de lutte contre le racisme et la xénophobie (<http://www.mitramiss.gob.es/oberaxe/es/index.htm>) est mis à jour régulièrement. Il contient la législation nationale et internationale (Union européenne, Nations Unies, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation internationale du Travail, Conseil de l'Europe et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) ;

c) En septembre 2015, le Secrétariat général en charge de l'immigration et de l'émigration a permis la signature de la convention-cadre de coopération et de collaboration entre le Ministère de l'emploi et de la sécurité sociale, par l'intermédiaire de l'Observatoire espagnol de lutte contre le racisme et la xénophobie, et le Conseil général du pouvoir judiciaire, le Bureau du Procureur général de l'État, le Ministère de la justice, le Ministère de l'intérieur, le Ministère de la santé, des services sociaux et de l'égalité et le Centre d'études judiciaires. Cette convention a été renouvelée en 2018 et élargie au Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle et au Ministère de la culture et des sports. Son principal objectif est de renforcer la lutte contre le racisme, la xénophobie, le rejet des personnes LGBTI et les autres formes d'intolérance, en coordonnant le travail de conception et d'application de politiques actives et de mesures de prévention et de détection du racisme, de la xénophobie et autres formes d'intolérance, mais aussi en luttant contre leurs causes et en prévenant leurs effets, dans le cadre de la Stratégie globale de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et autres formes d'intolérance ;

d) Il élabore des projets visant à concevoir des moyens efficaces de lutte contre le racisme et la xénophobie. Des actions et des projets ont été menés dans divers domaines, notamment le projet « Gestion de la diversité » (GESDI 2011) et le projet « Gestion de la diversité dans les petites et les moyennes entreprises » dans le domaine de l'emploi et de l'entreprise.

171. En 2018, un Bureau national de lutte contre les infractions motivées par la haine a été créé au sein du Cabinet de coordination et d'études du Secrétariat d'État chargé de la sécurité, relevant du Ministère de l'intérieur. Ses équipes participent activement à des conférences sur différents thèmes, afin de sensibiliser la société dans son ensemble, et en particulier les forces de police et de sécurité de l'État, à la prévention et au signalement des infractions motivées par la haine raciste, xénophobe ou toute autre forme d'intolérance, ainsi qu'au traitement à accorder aux victimes. Dans le même ordre d'idées, le Bureau national de lutte contre les infractions motivées par la haine travaille depuis sa création en vue d'inclure les infractions motivées par la haine dans les programmes d'études des institutions universitaires et des établissements qui permettent d'entrer dans les forces de

police et de sécurité de l'État et d'y obtenir une promotion. Ainsi, le Plan d'action visant à lutter contre les infractions motivées par la haine a été adopté en 2019 pour donner un nouvel élan à la lutte contre la discrimination et les inégalités fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue, la religion, le sexe, l'âge, le handicap intellectuel ou physique, l'orientation sexuelle ou autre motif similaire.

172. De manière générale, les forces de police et de sécurité de l'État agissent pour mettre en œuvre les plans arrêtés par le Secrétariat d'État chargé de la sécurité (Plan directeur pour la convivialité et l'amélioration de la sécurité dans les établissements d'enseignement et leur environnement, Plan pour la sécurité des personnes âgées, Plan contre les groupes organisés de jeunes délinquants violents et Plan pour un tourisme sûr, entre autres). Parmi les nouvelles initiatives spécifiques, il convient de mentionner le Plan stratégique 2017-2021 du Corps national de police qui, en ce qui concerne les groupes vulnérables, prévoit une action globale pour protéger concrètement les victimes et enquêter plus efficacement sur les infractions, en veillant à la sécurité des mineurs, particulièrement en milieu scolaire et sur les réseaux sociaux, ainsi qu'à la prévention de la violence à l'encontre des minorités menacées d'exclusion sociale et des personnes handicapées. Le but est de repérer rapidement les différentes formes de discrimination pour les prévenir et, le cas échéant, trouver des solutions. La prévention porte notamment sur les réseaux sociaux, les communautés virtuelles et les forums afin de détecter des situations délictueuses, des risques ou d'éventuelles menaces. Afin de prévenir la discrimination à l'encontre des minorités religieuses et des personnes menacées d'exclusion sociale, il est prévu de mettre en place des équipes pluridisciplinaires à gestion mixte dont l'action globale permettra d'établir un modèle unique de prise en charge.

173. En ce qui concerne la population gitane, outre les instruments cités au paragraphe concernant le cadre national de promotion des droits de l'homme (Stratégie nationale pour l'intégration sociale de la population gitane en Espagne 2012-2020, rapport intermédiaire, Plan opérationnel 2014-2016 et Plan opérationnel 2018-2020), le Programme de développement en faveur des Gitans est l'une des principales actions en faveur de ce groupe de population. Il a pour but de promouvoir l'accès de ces personnes, dans des conditions d'égalité avec le reste de la population, aux systèmes publics d'éducation, de santé, de logement, d'emploi et autres. Il est basé sur une coopération financière et technique entre le Ministère de la santé, de la consommation et du bien-être social, les communautés autonomes, les villes de Ceuta et Melilla et les collectivités locales. Selon les dernières données d'évaluation des crédits alloués au Plan de développement en faveur des Gitans pour 2016, 69 projets ont été financés dans 15 communautés autonomes sur la période 2013-2016, pour un total de 7 711 179 euros répartis entre les trois branches de l'administration publique. Grâce à un appel à subventions, géré par le Ministère de la santé, de la consommation et du bien-être social et financé par 0,7 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, et malgré la réduction de la part de l'État à 20 % (décision du Tribunal constitutionnel du 19 janvier 2017), des programmes spécifiques destinés à la population gitane ont été financés pour un montant supérieur à 3 millions d'euros, dans des domaines tels que l'égalité, la non-discrimination, l'insertion sociale, l'éducation, l'emploi, le genre et la santé.

174. Le Conseil national du peuple gitan a été créé en 2005 (décret royal n° 891/2005 du 22 juillet 2005). Constitué officiellement le 20 juin 2006, il est chargé de créer les conditions nécessaires à la participation effective de la population gitane à la vie du pays. Actuellement, il est rattaché à la Direction générale de la famille et de l'enfance du Ministère de la santé, de la consommation et du bien-être social. En avril 2018, le Conseil des ministres a pris un arrêté relatif à l'instauration de la Journée du peuple gitan et à la reconnaissance de ses symboles (drapeau et hymne), répondant à une demande historique des organisations du mouvement associatif gitan. Chaque année, au mois de juillet, a lieu la commémoration du Samudaripen, dans un acte de reconnaissance des victimes de l'holocauste perpétré par les nazis contre le peuple rom. Cette manifestation reçoit un appui financier. Le Conseil national du peuple gitan a entamé son troisième mandat, après rénovation de ses membres lors de la réunion plénière qui s'est tenue en septembre 2017. À cette occasion s'est également déroulée l'élection à la vice-présidence adjointe pour le nouveau mandat, poste auquel une femme a été élue pour la première fois. Par ailleurs, une coordination nationale a été mise en place, avec la possibilité de participer, en présentiel ou

à distance, à des espaces de formation et de travail collaboratif permettant de partager connaissances et informations et d'élaborer des rapports et des publications avec le Conseil national du peuple gitan et la fondation Secretariado gitano (2016-2018). Dans le domaine de la culture, on notera la création de la fondation Instituto de cultura gitana, qui relève du Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle.

175. Sur le plan international, il convient aussi de mentionner l'Alliance des civilisations, instrument clé réunissant l'Espagne et les autres pays participants pour lutter au niveau international contre le racisme et la xénophobie. L'Alliance des civilisations œuvre tout particulièrement dans quatre domaines : inspection, éducation, jeunesse et mobilisation des médias. Son but ultime n'est autre que d'améliorer la compréhension et les relations de coopération entre les nations et les peuples de cultures et de civilisations différentes (pas seulement musulmanes et occidentales) et de contribuer ainsi à contrer les forces qui nourrissent l'extrémisme et la polarisation. Six forums ont été organisés au niveau mondial dans divers continents et régions, autour de projets concrets concernant l'éducation, la jeunesse, la migration et les médias. L'Espagne a contribué, entre 2005 et 2017, à hauteur de 6 150 000 euros, soit 17,69 % du budget total reçu à ce jour par l'Alliance. En 2015 et 2016, elle a contribué à hauteur de 250 000 euros, en 2017 à hauteur de 200 000 euros et pour 2018, il est prévu une contribution de 200 000 euros, en instance de paiement. Par sa contribution, l'Espagne a financé divers projets tels que le Fonds de solidarité avec la jeunesse, PEACEapp, ou des programmes de formation d'enseignants au Maroc et en Égypte.

B. Égalité entre hommes et femmes

Non-discrimination fondée sur le genre

176. Le Secrétariat d'État chargé de l'égalité, qui dépend depuis juin 2018 du Ministère de la Présidence, des relations avec les Cortes et de l'égalité, a notamment pour mission de proposer et de développer les politiques du Gouvernement en matière d'égalité, de prévention et d'élimination de toute forme de discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou l'idéologie, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge, le handicap ou toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale, et les politiques visant à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes.

177. Dans le cadre de ce Secrétariat d'État, l'Institut de la femme et de l'égalité des chances a pour principale finalité de promouvoir et d'encourager l'établissement des conditions permettant l'égalité sociale entre hommes et femmes et la participation des femmes à la vie politique, culturelle et économique et sociale. Il a également été désigné, conformément aux dispositions des directives 2006/54/CE (refonte) et 2004/113/CE, comme organisme ayant compétence pour aider les victimes de discrimination dans la mise en œuvre d'une action, mener des études sur la discrimination, publier des rapports et formuler des recommandations sur toute question en rapport avec la discrimination.

178. En ce qui concerne les politiques d'égalité entre hommes et femmes, il convient avant tout de mentionner deux lois organiques :

- La loi organique n° 1/2004 du 28 décembre 2004 relative aux mesures de protection complète contre la violence fondée sur le genre ;
- La loi organique n° 3/2007 du 22 mars 2007 relative à l'égalité effective des hommes et des femmes.

179. L'adoption de la loi n° 3/2007 consacre le principe de l'égalité de traitement et des chances en tant qu'axe transversal de toutes les actions des pouvoirs publics. Son caractère pluridimensionnel se manifeste dans les 27 lois dont elle a porté réforme dans différents domaines (régime électoral, pouvoir judiciaire, emploi, statut des travailleurs, sécurité sociale, santé publique, éducation, asile, forces armées, forces de police et de sécurité de l'État, notamment).

180. Le Conseil pour la participation de la femme, créé en vertu des dispositions de la loi organique n° 3/2007 est un organe collégial de consultation et de conseil. Il constitue avant

tout un relais destiné à faciliter la participation des femmes à la mise en œuvre effective du principe de l'égalité de traitement et de chances entre les femmes et les hommes ainsi que la lutte contre la discrimination fondée sur le sexe. Il réunit l'ensemble des administrations publiques, les associations et organisations nationales de femmes et les partenaires sociaux.

181. La loi n° 3/2007 insiste sur la nécessité d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans tous les organes de décision, de sorte qu'aucun des deux sexes ne soit représenté à plus de 60 % ou à moins de 40 %. Cette proportion est obligatoire sur les listes électorales, en vertu de la modification de la loi organique relative au régime électoral.

182. La loi n° 3/2007 prévoit que tous les plans ayant une portée économique, sociale, culturelle et artistique importante soumis par le Gouvernement à l'approbation du Conseil des ministres doivent être accompagnés d'un rapport sur l'impact qu'ils ont en matière d'égalité hommes-femmes. Sa dixième disposition transitoire prévoit l'obligation d'adopter un décret d'application de la loi n° 30/2003 du 13 octobre 2003 relative aux mesures visant à intégrer l'évaluation de l'impact en matière d'égalité hommes-femmes dans les dispositions législatives. Le décret royal n° 931/2017 du 27 octobre 2017 régit le rapport de l'étude d'impact réglementaire et prévoit l'obligation d'élaborer un rapport sur l'impact en matière d'égalité hommes-femmes pour les projets de plans ayant une importance particulière et les concours d'accès à la fonction publique. Chaque année, le projet de loi relatif au budget général de l'État fait également l'objet d'un rapport d'impact en matière d'égalité hommes-femmes.

183. En ce qui concerne les instruments relatifs à l'égalité des sexes, le Plan stratégique pour l'égalité des chances 2014-2016 a été adopté en 2014. Il comprend des mesures pour parvenir à l'égalité entre hommes et femmes et éliminer la discrimination fondée sur le genre. Le suivi de ce plan est assuré par un rapport intermédiaire et une évaluation finale. Le plan a été décliné sous la forme du Plan d'action pour l'égalité des chances entre femmes et hommes dans la société de l'information (2014-2017) et du Plan pour la promotion des femmes en milieu rural (2015-2018), qui aborde les principaux domaines concernant les femmes vivant dans les zones rurales. L'élaboration du prochain Plan stratégique pour l'égalité des chances est en cours. Ce nouveau plan constituera un instrument permettant de mettre en œuvre à moyen terme l'Agenda 2030 du développement durable en ce qui concerne l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes et des filles.

184. Il convient de signaler à cet égard le rôle de l'Inspection du travail et de la sécurité sociale, qui contrôle l'application de la législation sociale et sanctionne les discriminations détectées dans son domaine de compétence. Le rôle de l'Inspection du travail a été renforcé avec l'adoption du Plan directeur en faveur d'un travail digne, qui prévoit la création de l'Unité de lutte contre la discrimination, composée de personnes spécialement formées dans ce domaine, et l'intensification des inspections concernant l'égalité et la protection des droits fondamentaux. Il donne la priorité à l'égalité des sexes, aux travailleurs migrants, aux travailleurs handicapés et aux travailleurs LGBTI.

185. Afin de réduire les inégalités hommes-femmes qui subsistent sur le marché du travail, l'Institut de la femme et de l'égalité des chances mène des actions pour promouvoir l'accès à l'emploi et améliorer la qualification professionnelle des femmes dans divers domaines. Des programmes ont été mis en œuvre pour encourager l'activité entrepreneuriale des femmes en accordant une attention particulière aux secteurs émergents et novateurs où celles-ci sont sous-représentées. Des programmes pour l'insertion socioprofessionnelle et économique des femmes sont mis en place notamment pour les femmes en grande difficulté qui risquent l'exclusion sociale. Des actions sont également menées pour prévenir et éliminer les écarts de salaire entre hommes et femmes.

186. Dans le domaine de l'entreprise, il convient de signaler que l'Institut de la femme et de l'égalité des chances propose des aides et une assistance technique aux entreprises de 30 à 250 salariés souhaitant élaborer et mettre en œuvre un plan pour l'égalité. Il attribue également le label « Égalité dans l'entreprise » aux entreprises qui se distinguent par leurs politiques d'égalité de traitement et de chances pour les hommes et les femmes. En outre, divers programmes ont pour objectif de promouvoir et d'améliorer les possibilités d'accès aux postes de responsabilité pour les femmes.

187. L'allongement du congé de paternité a été l'une des mesures les plus importantes adoptées par l'Espagne en ce qui concerne la conciliation entre vie personnelle, familiale et professionnelle. Le 1^{er} janvier 2017, il est passé de deux à quatre semaines consécutives en cas de naissance, d'adoption, de garde aux fins d'adoption ou d'accueil multiple, avec deux jours supplémentaires par enfant, à partir du deuxième enfant. À compter du 5 juillet 2018, le père ou l'autre parent peut bénéficier d'une semaine supplémentaire de congé de paternité (au total 5 semaines) qui peut être prise dans les 9 mois qui suivent la naissance ou l'adoption. Cette mesure d'égalité dans l'emploi public s'ajoute à d'autres mesures adoptées en 2018 comme, par exemple, l'accord sur la mobilité ou la possibilité d'utiliser jusqu'à 5 % des heures travaillées à des fins de conciliation entre vie familiale et vie professionnelle ou de soins à des membres de la famille dépendants, ces heures devant être ensuite récupérées.

188. Dans le domaine de la santé, un arrêté ministériel est à l'étude pour modifier le décret royal définissant le portefeuille de services communs du Système national de santé et la procédure à suivre pour le mettre à jour (2006), afin d'y inclure la procréation assistée pour les femmes seules et les femmes lesbiennes dans le but d'éliminer la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

189. Quant à la participation des femmes à la prise de décision dans le domaine politique et public, l'analyse réalisée par le Conseil de l'Europe « Assurer une participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique – 2017 » cite l'Espagne comme l'un des rares pays à avoir atteint une représentation équilibrée des femmes et des hommes au niveau du pouvoir législatif (Congrès, Sénat, assemblées des communautés autonomes) et d'autres institutions telles que le Conseil général du pouvoir judiciaire. En ce qui concerne le Gouvernement, depuis juin 2018, pour la première fois en Espagne, il comporte plus de femmes (11) que d'hommes (7, dont le Président du gouvernement) ; elles sont notamment à la tête de ministères clés tels que le Ministère de l'économie et des entreprises, le Ministère des finances, le Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme, le Ministère de la défense, le Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale, le Ministère de la politique territoriale et de la fonction publique.

Violence fondée sur le genre

190. Depuis plus de vingt ans, l'Espagne est fermement engagée dans la lutte pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. La loi organique n° 1/2004 du 28 décembre 2004 relative aux mesures de protection complète contre la violence fondée sur le genre vise à éliminer une des formes de violence les plus couramment commises à l'égard des femmes par leur conjoint ou compagnon, ancien ou actuel. La loi entend par violence fondée sur le genre tout acte de violence physique ou psychologique, y compris les atteintes à la liberté sexuelle, les menaces, les contraintes et la privation arbitraire de liberté, commis par un homme à l'encontre d'une femme qui est, ou a été, son épouse ou avec laquelle il entretient, ou a entretenu, une relation affective de même nature, même en l'absence de cohabitation. L'article premier de la loi organique n° 1/2004 a été modifié par la loi organique n° 8/2015 du 22 juillet 2015 portant modification du système de protection de l'enfance et de l'adolescence : sont désormais considérés comme victimes de violence fondée sur le genre non seulement les femmes mais aussi leurs enfants mineurs et les mineurs dont elles assurent la tutelle, la garde ou la protection. La loi apporte une réponse globale et coordonnée associant toutes les administrations publiques et établit des mesures de protection complète visant à prévenir, sanctionner et éliminer cette forme de violence et à apporter une assistance aux victimes, indépendamment de leur origine, de leur religion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale. Une délégation gouvernementale pour la lutte contre la violence fondée sur le genre est chargée de prévenir et d'éliminer cette forme de violence. Elle produit et diffuse des données sur la portée et l'évaluation des mesures prises. Ces informations sont diffusées par le portail statistique de la délégation⁴, ainsi que par diverses publications, dont les bulletins statistiques mensuels et annuels de la délégation et les rapports annuels de l'Observatoire national de la violence à

⁴ Le portail statistique et les publications mentionnées sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.violenciagenero.igualdad.mpr.gob.es/violenciaEnCifras/home.htm>.

l'égard des femmes. Les communautés autonomes disposent aussi de lois et/ou de plans et programmes spécifiques pour lutter contre ce type de violence.

191. L'Espagne a ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul) en 2014. Cette convention est le premier instrument européen contraignant en la matière ainsi que le traité international de plus grande envergure pour lutter contre cette grave violation des droits de l'homme. Elle précise une série de définitions et de concepts et aborde, entre autres questions, la prévention, la sensibilisation, la protection, le soutien aux victimes, la collecte de données, la recherche, les procédures et autres aspects procéduraux et les prescriptions en matière de migration et d'asile. Elle comporte un chapitre consacré au droit matériel qui, dispose en particulier que les parties doivent prendre les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale les différents faits visés par la Convention. Afin de donner effet aux obligations prévues par la Convention, diverses modifications législatives ont été adoptées, notamment grâce à la loi organique n° 1/2015 du 30 mars 2015 portant modification de la loi organique n° 10/1995 du 23 novembre 1995 portant Code pénal et à la loi organique n° 1/2014 du 13 mars 2014 portant modification de la loi organique n° 6/1985 du 1^{er} juillet 1985 relative au pouvoir judiciaire et à la justice universelle.

192. La Loi organique n° 1/2015 du 30 mars 2015 portant modification de la loi organique n° 10/1995 du 23 novembre 1995 relative au Code pénal renforce la criminalisation des actes de violence fondée sur le genre. Elle introduit notamment l'infraction de harcèlement lorsque la victime est le conjoint de l'auteur ou entretient avec celui-ci, ses descendants ou ses ascendants une relation affective, et l'infraction de textopornographie (*sexting*), alourdit les peines applicables et améliore la réglementation des infractions portant atteinte à la liberté et à l'intégrité sexuelles. Par ailleurs, la modification apportée à la loi organique n° 6/1985 du 1^{er} juillet 1985 par la loi organique n° 7/2015 du 21 juillet 2015 élargit la compétence des juridictions spécialisées en matière de violence à l'égard des femmes, qui connaissent désormais des infractions portant atteinte à l'intimité, au droit à l'image et à l'honneur de la femme et des infractions de violation des mesures visées à l'article 468 du Code pénal. Elle introduit également le critère du sexe dans les statistiques judiciaires ainsi que l'obligation pour les magistrats du siège et les médecins légistes de se former dans ce domaine. En droit civil, la loi n° 15/2015 du 2 juillet 2015 relative à la juridiction gracieuse porte modification du Code civil et interdit aux personnes condamnées pour avoir participé à l'homicide volontaire de leur conjoint, ou de la personne avec laquelle elles entretenaient une relation affective comparable à la relation conjugale, de se marier. Elle dispose également que les personnes condamnées pour d'autres actes de violence domestique et de violence fondée sur le genre sont déchues du droit de succéder pour cause d'indignité. En août 2018, le Conseil des ministres, sur proposition de la Ministre de la justice, a approuvé la mise en place d'un conseil consultatif en vue de réviser le projet de réforme de la loi de procédure pénale selon une approche tenant compte du genre. Enfin, le projet de loi relative aux mesures d'urgence pour la mise en œuvre du Pacte national de lutte contre la violence fondée sur le genre, qui découle du décret-loi royal n° 9/2018 du 3 août 2018, a été soumis aux Cortes générales pour adoption.

193. Le premier Pacte national de lutte contre la violence fondée sur le genre a été adopté en septembre 2017, sans aucune voix contre⁵. Il se base sur les rapports de la sous-commission du Congrès des députés et du groupe de travail sénatorial créés à cet effet, lesquels proposent respectivement 214 et 267 mesures permettant d'avancer vers l'élimination de la violence à l'égard des femmes. En décembre 2017, le Gouvernement, les communautés autonomes, la Fédération espagnole des communes et des provinces et l'Observatoire national de la violence à l'égard des femmes ont adopté le Pacte, confirmant ainsi l'existence d'un triple consensus politique, territorial et social. Il s'agit en outre de l'un des pactes nationaux les plus importants de l'histoire de la démocratie espagnole, qui définit la feuille de route à suivre pour cinq ans (2018-2022) et représente un engagement financier supplémentaire de 1 milliard d'euros.

⁵ <http://www.violenciagenero.igualdad.mpr.gob.es/pactoEstado/home.htm>.

194. La Stratégie nationale 2013-2016 pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, adoptée en juillet 2013, est un instrument qui structure l'action menée par les pouvoirs publics pour mettre un terme à cette forme de violence et regroupe dans un même document, d'une manière cohérente, coordonnée et systématisée, 284 mesures concrètes qui engagent toutes les administrations et les pouvoirs publics et dont l'exécution requiert un budget estimé à 1 558 611 634 euros. Elle est actuellement mise à jour en vue de définir la nouvelle stratégie nationale dans ce domaine pour la période 2018-2020.

195. Il convient également de souligner que le Ministère de l'intérieur a mis en place le Système intégré de suivi des cas de violence fondée sur le genre, qui regroupe progressivement les différentes institutions luttant contre cette violence en Espagne (forces de police, organes judiciaires, parquets, administrations pénitentiaires, services sociaux et organismes chargés de l'égalité entre hommes et femmes). Il s'agit d'une application informatique qui permet de réunir les informations et les ressources opérationnelles nécessaires pour aider les victimes. L'objectif est d'intégrer les ressources, d'évaluer les risques et de suivre efficacement les mesures de protection. Le système permet d'inclure des données sur les femmes menacées et d'évaluer ainsi constamment les risques afin d'adopter les mesures appropriées à chaque cas. Au 31 décembre 2018, 523 199 cas de femmes victimes de violence étaient enregistrés dans le système, dont 58 498 étaient considérés comme des « cas actifs », faisant l'objet d'un suivi et/ou d'une protection par les forces de police. Il existe en outre un système de surveillance électronique de l'exécution des mesures et peines d'éloignement prononcées dans les affaires de violence fondée sur le genre. Les autorités envisagent également la possibilité de délivrer, dans des circonstances exceptionnelles, une autorisation temporaire de séjour et de travail en Espagne aux femmes étrangères victimes de violence fondée sur le genre.

La traite des femmes et des filles

196. La traite des êtres humains est une infraction très grave qui porte atteinte aux droits fondamentaux. Parce qu'elle est très lucrative, elle a pris une ampleur préoccupante et est devenue l'une des formes les plus scandaleuses et violentes de réduction de la personne humaine au rang de simple marchandise. Il convient à ce sujet de souligner la réforme du Code pénal portée par la loi organique n° 1/2015 du 30 mars 2015. Le nouveau libellé de l'article 177 *bis* envisage la criminalisation de la traite des êtres humains dans une démarche globale : la notion de victime, les formes d'exploitation auxquelles celle-ci peut être soumise et les moyens utilisés pour procéder à cette exploitation sont envisagés dans toute leur ampleur. Parmi les finalités de la traite des êtres humains, sont expressément cités le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues, l'asservissement ou la mendicité forcée, l'exploitation sexuelle, y compris la pornographie, l'exploitation en vue de commettre des activités illicites, le prélèvement d'organes sur la victime et les mariages forcés. Il convient également de signaler la disposition selon laquelle la victime n'est pas pénalement responsable des infractions qu'elle a pu commettre dans le cadre de l'exploitation à laquelle elle a été soumise, après un contrôle de proportionnalité des faits.

197. Par ailleurs, la réforme de la loi relative aux étrangers (portée par la loi organique n° 2/2009 et la loi organique n° 10/2011 du 17 juillet 2011) crée un statut particulier pour les étrangers en situation irrégulière qui sont victimes de la traite des êtres humains. Cette réforme a été approfondie dans les articles 140 à 146 du règlement d'application de la loi organique n° 4/2000, adopté par le décret royal n° 557/2011 du 20 avril 2011. En particulier, l'article 140 prévoit l'élaboration d'un protocole-cadre de protection des victimes de la traite, qui a été adopté le 28 octobre 2011 en vertu d'un accord conclu par le Ministère de la santé, des services sociaux et de l'égalité, le Ministère de l'intérieur, le Ministère de la justice, le Ministère du travail et de l'immigration, le Bureau du Procureur général de l'État et le Conseil général du pouvoir judiciaire. Ce protocole fixe les règles concernant la détection, l'identification, l'assistance et la protection des victimes et prévoit des mécanismes de coordination entre les entités administratives concernées. Il définit les instruments pour assurer les relations entre ces administrations, ainsi que les procédures de communication et de coopération avec les organisations et entités ayant une expérience avérée en matière d'aide aux victimes, afin d'aborder de manière intégrale les différentes étapes, depuis la détection jusqu'à l'insertion ou le retour de la victime à son pays d'origine.

198. En ce qui concerne les politiques publiques, l'adoption du Plan intégré de lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle 2009-2012 a permis de renforcer la lutte contre cette forme de traite. Le Conseil des ministres a adopté le Plan intégré de lutte contre la traite des femmes et des filles aux fins d'exploitation sexuelle 2015-2018⁶ qui tient compte des recommandations formulées à la suite des évaluations et des rapports émanant d'organismes nationaux et internationaux. Il convient également de mentionner qu'en 2017 une annexe portant sur la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle a été ajoutée au Protocole commun d'action sanitaire en cas de violence fondée sur le genre appliqué par le Système national de santé.

199. Une commission chargée du suivi de l'application du Protocole-cadre de protection des victimes de la traite a été mise en place. Par ailleurs, le Forum social contre la traite facilite la coopération entre les ONG et les différentes administrations. L'institution du Rapporteur national sur la traite des êtres humains a été créée en 2014 pour exercer des fonctions de coordination, d'information, de surveillance et de suivi des actions menées par l'Espagne dans ce domaine.

200. Les forces de police et de sécurité de l'État disposent de plans spécifiques pour lutter contre toutes les formes de traite des humains. Les objectifs de ces plans sont notamment les suivants :

- Renforcer la prévention, en particulier en ce qui concerne la réduction de la demande, améliorer la détection, la protection et l'aide aux victimes, poursuivre plus activement les individus et les groupes criminels qui se livrent à des activités de traite ;
- Promouvoir et renforcer la coopération et la collaboration de toutes les institutions concernées, au niveau national et au niveau international.

201. L'instruction 6/2016 émise par le Secrétariat d'État chargé de la sécurité en 2016 vise à renforcer la coopération avec les organisations non gouvernementales et les membres de la société civile en matière de lutte contre la traite des êtres humains. À cet effet, le Ministère de l'intérieur a demandé à la police nationale et à la Garde civile de mettre en place un interlocuteur social en matière de traite des êtres humains, pour renforcer le dispositif de prévention et de lutte contre cette infraction et pour améliorer la coordination entre les forces de police et de sécurité de l'État et les entités et organismes sociaux qui œuvrent dans le domaine de la détection, de l'identification et de l'aide aux victimes.

202. Le Gouvernement prépare actuellement un Plan d'action national de lutte contre le travail obligatoire et autres activités forcées. Ce plan comportera des mesures pluridisciplinaires pour lutter contre cette forme de traite des êtres humains et abordera divers aspects du problème : analyse du phénomène ; prévention, prise de conscience et formation ; détection, enquête et poursuites ; protection et assistance aux victimes ; coordination et coopération internationales. Il impliquera le Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale, le Ministère de l'intérieur, le Ministère des affaires étrangères, de l'Union européenne et de la coopération, le Ministère de la Présidence, des relations avec les Cortes et de l'égalité, le Ministère de la justice, le Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle et le Bureau du Procureur général de l'État. Il sera doté d'un mécanisme de coordination et de suivi.

203. Dans le cadre de sa politique extérieure, l'Espagne a soutenu l'adoption d'importantes résolutions des Nations Unies dans ce domaine, dont la résolution 2331 (2016) sur la traite des êtres humains en période de conflit armé, adoptée à l'unanimité. Il convient enfin de mentionner sa collaboration avec le Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains du Conseil de l'Europe, qui s'est rendu en Espagne en 2017.

Agenda « Femmes, paix et sécurité »

204. Dans ce domaine, le gouvernement espagnol a adopté un Plan national d'action pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la

⁶ <http://www.violenciagenero.igualdad.mpr.gob.es/otrasFormas/trata/normativaProtocolo/planIntegral/home.htm>.

paix et la sécurité, qui constitue un cadre politique décisif pour intégrer les questions de genre dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits armés. Ce plan s'articule autour des six objectifs suivants :

- Promouvoir la présence de femmes dans les missions de paix. Il convient de souligner à cet égard l'action menée par l'Observatoire des forces de police et de sécurité de l'État et par l'Observatoire militaire pour l'égalité ;
- Intégrer les questions de genre à toutes les étapes de ces missions ;
- Dispenser au personnel qui participe aux missions une formation spécifique concernant les questions de genre. Certains aspects de la lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains ont été inclus dans cette formation ;
- Assurer le respect des droits fondamentaux des femmes et des filles dans les situations de conflit ;
- Intégrer le principe d'égalité dans les processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion ;
- Favoriser la participation de la société civile à ce sujet.

205. La mise à jour du Plan national d'action fait partie des engagements pris par l'Espagne en octobre 2015. Les travaux d'élaboration du deuxième Plan national d'action ont commencé avec la création d'un groupe de travail interministériel informel et la mise en place de moyens permettant de faciliter la participation de la société civile à cette élaboration. Des réunions ouvertes à toutes les organisations de la société civile intéressées, ainsi que des réunions de travail avec des représentants désignés par ces organisations se sont tenues pour rendre cette participation effective. Le deuxième Plan d'action national « Femmes, paix et sécurité », adopté par le Conseil des ministres le 28 juillet 2017 pour une durée de six ans, prévoit l'élaboration de rapports de suivi qui seront présentés au Parlement tous les deux ans.

206. Dans ce domaine, il convient de souligner également : la promotion, par l'Espagne et le Royaume-Uni, de la résolution 2242 (2015) pendant la présidence espagnole du Conseil de sécurité ; la création, prévue par la résolution 2242, d'un groupe informel d'experts du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, coprésidé en 2016 par l'Espagne et le Royaume-Uni ; la promotion, en septembre 2016, de la création d'un réseau de référents sur ce thème, présidé par l'Espagne en 2017 ; l'organisation, à l'initiative de l'Espagne et des Pays-Bas, d'une formation sur les questions de genre au niveau des opérations qui a lieu quatre fois par an (deux fois, alternativement, à Amsterdam/La Haye et Madrid et deux fois à Nairobi, sous l'égide du Commandement des États-Unis pour l'Afrique – AFRICOM) ; et enfin la responsabilité du programme de formation aux questions de genre, assurée par l'Espagne en tant que « EU Gender Military Training Discipline Leader ».

207. La présence de femmes dans les forces de police et de sécurité a augmenté. Dans la Garde civile, elle est passée de 6,86 % au 1^{er} janvier 2017 à 7,29 % au 1^{er} janvier 2019. Dans la police nationale, elle est de 14,29 %. Des femmes occupent maintenant le grade le plus élevé de commissaire principale (membre du Comité directeur) dans la Police nationale. Actuellement, deux femmes commissaires principales, membres du Comité directeur de la police nationale, occupent des postes à très haute responsabilité : Directrice générale adjointe des ressources humaines et de la formation et Directrice générale adjointe du Cabinet. La Garde civile compte des femmes ayant atteint le grade de lieutenant-colonel. Le nombre de femmes dans les forces armées a pratiquement doublé, passant de 6,6 % en 2000 à 12,5 % en juillet 2014. Actuellement, 192 femmes militaires effectuent des missions à l'étranger (soit 8,22 % des effectifs en mission).

C. Non-discrimination fondée sur l'orientation sexuelle

208. Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret royal n° 816/2018 du 6 juillet 2018, la Direction générale de l'égalité de traitement et de la diversité, rattachée au Secrétariat d'État chargé de l'égalité du Ministère de la Présidence, des relations avec les

Cortes et de l'égalité, est dotée de compétences spécifiques concernant les questions relatives aux personnes LGBTI. Elle est notamment chargée : de promouvoir l'égalité et la non-discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans le domaine éducatif, sans préjudice des compétences du Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle ; d'analyser le cadre législatif visant à lutter contre la discrimination des personnes LGBTI ; de superviser le cadre législatif de protection concernant le travail et la non-discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, sans préjudice des compétences du Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale ; de recueillir des données et de procéder à des analyses statistiques sur les infractions motivées par la haine commises à l'égard des personnes LGBTI, en collaboration avec les départements ministériels compétents en la matière ; de mener des études sur la maltraitance dans les relations avec des personnes LGBTI ; et de promouvoir des campagnes de sensibilisation visant à lutter contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Dans l'exercice de ses compétences, compte tenu du fait que l'éducation et l'emploi sont deux des domaines prioritaires de la lutte contre le rejet des personnes LGBTI, cette direction développe deux projets spécifiques : le projet « Accepter la diversité (*Abrazar la Diversidad*) – Une responsabilité éducative. Journées de formation pour lutter contre le harcèlement scolaire fondé sur l'homophobie et la transphobie » et le projet ADIM, pour l'amélioration de la gestion de la diversité LGBT dans le secteur public et le secteur privé, en collaboration avec le Gouvernement portugais et l'Université Complutense de Madrid, projet auquel participent 17 entreprises et 8 universités espagnoles et portugaises. Ces travaux ont abouti notamment à une publication intitulée *Las personas LGBT en el ámbito del empleo en España: hacia espacios de trabajo inclusivos con la orientación sexual e identidad y expresión de género* (Les personnes LGBT et l'emploi en Espagne : vers des espaces de travail inclusifs en ce qui concerne l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'expression du genre).

209. En outre, le Secrétariat d'État chargé de l'égalité a signé la Convention pour la coopération institutionnelle dans la lutte contre le racisme, la xénophobie, le rejet des personnes LGBTI et les autres formes d'intolérance, à l'instar du Conseil général du pouvoir judiciaire, du Bureau du Procureur général de l'État, du Ministère de la justice, du Ministère de l'intérieur, du Ministère de l'éducation et de la formation professionnelle, du Ministère du travail, des migrations et de la sécurité sociale, du Ministère de la Présidence, des relations avec les Cortes et de l'égalité, du Ministère de la culture et des sports et du Centre d'études juridiques.

210. Il convient de souligner que le Ministère de la justice a adopté le 23 octobre 2018 une instruction visant à faciliter le travail des services d'état civil en ce qui concerne les changements de prénom, demandés par des personnes mineures ou majeures, impliquant l'attribution d'un prénom correspondant à un sexe différent de celui qui est inscrit sur l'acte de naissance.

211. Plusieurs initiatives tendant à renforcer considérablement le cadre juridique relatif à l'égalité de traitement et à la non-discrimination sont actuellement débattues au Congrès des députés : la loi générale relative à l'égalité de traitement ; la loi relative à la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'expression du genre et des caractères sexuels et à l'égalité sociale pour les personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexes ; et la proposition de loi visant à modifier la loi n° 3/2007 relative à la rectification de la mention du sexe sur les registres d'état civil en vue de faciliter le changement de prénom et de la mention du sexe dans le cas des personnes transgenres.

212. Dans le cadre de sa politique étrangère en matière de droits de l'homme, l'Espagne soutient de nombreuses actions très diverses en faveur des droits des personnes LGBTI, aussi bien au niveau bilatéral avec des pays tiers qu'au niveau de divers forums multilatéraux. L'un de ces forums est précisément le Conseil des droits de l'homme. L'Espagne participe activement au mécanisme de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, en soulevant des questions et en formulant des recommandations aux pays dans lesquels sont constatées des violations des droits de l'homme des personnes LGBTI. En 2016, l'Espagne a coparrainé la résolution du Conseil des droits de l'homme portant création du mandat d'expert indépendant en matière de

protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Depuis, elle a soutenu activement le travail des deux experts indépendants nommés à ce jour, en participant aux dialogues interactifs organisés dans le cadre des sessions du Conseil des droits de l'homme et en répondant à toutes les demandes d'information adressées au gouvernement espagnol sur la situation des LGBTI en Espagne. L'Espagne est également membre fondateur de la Coalition pour l'égalité des droits (structure intergouvernementale visant à favoriser la coopération multilatérale et l'échange d'informations et de bonnes pratiques pour défendre et promouvoir les droits des personnes LGBTI). En 2017, elle a adhéré au Groupe restreint LGBTI des Nations Unies ; ce réseau, informel et hétérogène, réunit des pays, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales et des organisations de la société civile. Il a été créé pour soutenir les demandes et revendications de la communauté LGBTI et leur donner plus de visibilité, dans le cadre des Nations Unies.

Annexes

[espagnol seulement]

Annexe I

Partidos y coaliciones con representación en las Cortes Generales (XI Legislatura)

Congreso de los Diputados

- Partido Popular: 137 diputados
- Partido Socialista Obrero Español: 85 diputados
- Unidos Podemos: 45 diputados
- Ciudadanos-Partido de la Ciudadanía: 32 diputados
- En Comú Podem-Guanyem el Canvi: 12 diputados
- Compromís-Podemos-Eupv: a la valenciana: 9 diputados
- Esquerra Republicana/Catalunya Sí: 9 diputados
- Convergència Democràtica de Catalunya: 8 diputados
- En Marea: 5 diputados
- Euzko Alderdi Jeltzalea-Partido Nacionalista Vasco: 5 diputados
- Euskal Herria Bildu: 2 diputados
- Coalición Canaria-Partido Nacionalista Canario: 1 diputados

Senado

- Partido Popular: 130 senadores
- Partido Socialista Obrero Español: 43 senadores
- Esquerra Republicana/Catalunya Sí: 10 senadores
- Unidos Podemos: 8 senadores
- Euzko Alderdi Jeltzalea-Partido Nacionalista Vasco: 5 senadores
- En Comú Podem-Guanyem el Canvi: 4 senadores
- Compromís-Podemos-EUPV: a la valenciana: 3 senadores
- Convergència Democràtica de Catalunya: 2 senadores
- En Marea: 1 senador
- Coalición Canaria-Partido Nacionalista Canario: 1 senador
- Agrupación Socialista Gomera: 1 senador

Annexe II

Presencia de organizaciones no gubernamentales en España

Actualmente hay más de 3.000 ONG en España. Las más importantes (por el número de socios) son las que siguen:

- Fundación Plan Internacional España.
 - UDP. Unión Democrática de Pensionistas y Jubilados de España.
 - Cruz Roja Española.
 - Médicos Sin Fronteras España.
 - Intermón Oxfam.
 - FEAPS. Confederación Española de Organizaciones en favor de las Personas con Discapacidad Intelectual.
 - Ayuda en Acción.
 - UNICEF.
 - Fundación Intervida.
 - Cáritas Española.
 - AECC. Asociación Española Contra el Cáncer.
 - Greenpeace.
 - Manos Unidas.
 - Anesvad.
 - FACUA. Consumidores en Acción.
 - Global Humanitaria.
 - Amnistía Internacional, sección española.
 - Médicos del Mundo.
 - Ecologistas en Acción.
 - ASDE. Federación de Asociaciones de Scouts de España.
 - Fundación Vicente Ferrer.
 - Federación de Asociaciones de Celiacos de España.
 - Save the Children.
 - Fondo para la Protección de los Animales Salvajes (FAPAS).
 - WWF.
 - Federación Española de Padres de Niños con Cáncer.
 - SEO/BirdLife. Sociedad Española de Ornitología.
-